L'unité

N° 165 - 4 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 4 au 10 juillet 1975

Portugal : « Laisser les drapeaux au vestiaire »

Presse: La résistible ascension de Robert Hersant



LE MARCHAND DE SABLE

Nous sommes les premiers à souhaiter que les Français qui partent en vacances puissent jouir pendant quelques semaines d'une détente nécessaire après onze mois de travail, de tension et de soucis. Que le président de la République leur adresse des vœux en ce sens ne serait pas pour nous choquer. Mais la dernière causerie présidentielle relève beaucoup moins de ce type d'amabilités que d'une forme d'action psychologique qui vise, une fois de plus, à endormir l'opinion en lui dissimulant la réalité.

L'art que possède Valéry Giscard d'Estaing de jongler devant les caméras de la télévision avec les grahiques et les pourcentages lui a permis d'affirmer que, si l'on se réfère aux trois derniers mois, la hausse des prix « est descendue légèrement en dessous de 10% par an ». Affirmation qui, comme toutes celles lancées par Giscard d'Estaing depuis plus de dix ans, sera démentie par les faits, probablement dès le mois prochain, l'indice des prix de juin s'annonçant comme devant être plus élevé que celui de mai.

Quant à l'activité économique, tout en retenant pour le chômage un chiffre qu'il sait très inférieur à la réalité (835 000, alors que l'on en est très probablement à 1 200 000), le président de la République n'a pu dissimuler qu'elle se trouve « à un niveau nettement inférieur à celui que l'on pouvait escompter ». Ce qu'il s'est bien gardé de dire, c'est que la gauche avait parfaitement prévu

(Suite page 2)

qu'on en arriverait là si l'on ne mettait pas en application un certain nombre de mesures, touchant notamment à la relance de la consommation populaire, à l'aménagement de la fiscalité, etc., qu'elle proposait il y a plus d'un an déjà. Plutôt que de s'engager dans cette direction, Giscard d'Estaing et Jean-Pierre Fourcade ont obstinément attendu de l'extérieur une miraculeuse relance qui n'est pas venue. Aujourd'hui encore, ils semblent se tourner vers les Etats-Unis ou l'Allemagne fédérale pour y déceler les éléments d'une reprise économique dont la France bénéficierait à la rentrée. C'est, encore une fois, s'enfermer dans une analyse erronée qui n'est partagée par aucun des experts sérieux : non seulement ceux de la gauche, pour qui il ne s'agit pas d'une crise passagère mais d'une crise profonde du capitalisme international, mais aussi ceux du gouvernement et du patronat, qui ne cachent pas que, en dépit des apparences, la France est entrée dans une période de récession encore à ses débuts et qui risque de toucher gravement dans les prochains mois un grand nombre d'entreprises jusqu'ici épargnées.

Affirmer dans ces conditions qu'« il n'y a pas lieu d'éprouver d'inquiétude pour la France à l'heure actuelle », ajouter que « la vie en France est certainement plus détendue et décrispée par rapport à ce qu'elle était autrefois », c'est traiter une fois de plus les Français en citoyens mineurs pour qui, sous prétexte de ne pas troubler leurs vacances, on peint en rose ce qui reste désespérément gris. Peut-être Giscard d'Estaing parlerait-il autrement si, au lieu d'aller méditer dans son château du Loir-et-Cher, il jetait un regard sur les queues qui s'allongent chaque matin devant les agences de l'emploi ou sur les usines Chausson occupées par les C.r.s., s'il interrogeait quelques-uns des 300 000 ou 400 000 jeunes à la recherche d'un travail hypothétique pour la rentrée, ou s'il consultait quelques-unes des centaines de milliers de familles qui, faute de ressources, devront renoncer cette année encore à la mer ou à la montagne.

Que l'on ne nous accuse pas de misérabilisme ! Ce sont là, hélas, des faits que chacun peut vérifier autour de soi et qui traduisent l'échec d'un gouvernement dont un commentateur de radio soulignait cette semaine avec raison à quel point il est absent ou silencieux sur les grands problèmes qui préoccupent les Français. Ce que ceux-ci demandent aux premiers responsables des affaires du pays, ce n'est ni de rivaliser dans l'injure à l'égard de la gauche et de ses dirigeants ni, à l'inverse et par un jeu subtil, de déverser sur les ondes des propos suaves et lénifiants. Ils attendent d'eux une politique enfin adaptée à une situation devenue gravement préoccupante. Le tout est de savoir si le Pouvoir actuel en est capable. Notre réponse, et celle d'au moins 13 millions de Français, est depuis longtemps connue...

CLAUDE ESTIER

Sommaire

3 PARTI SOCIALISTE : QUE LA FÊTE COMMENCE !, PAR JEAN-LOUP REVERIER

4 LES PIONNIERS DE L'AUTOGESTION, PAR ALBERT GAZIER

5 U.D.R. : A TRI-BORD TOUTE, PAR SERGE RICHARD

LES « HISTOIRES » DE TOTO, PAR NICOLAS BRIMO

6 PRESSE : LA RESISTIBLE ASCENSION DE ROBERT HERSANT, PAR SERGE RICHARD

8 CHANGER LA VIE POLITIQUE

9 RECHERCHE : L'ARDENTE OBLIGATION, PAR ROBERT CHAPUIS

11 CHANGER LA VIE SOCIALE ET ECONOMIQUE

12 PORTUGAL : « LAISSER LES DRAPEAUX AU VESTIAIRE », PAR MAURICE FABIEN

UN ANCIEN DU MOZAMBIQUE RACONTE

14 PISCINES : UN CM2 D'EAU PAR PARISIEN, PAR JACQUES DESEYNE.

15 PETROLIERS : TOUJOURS LES GROSSES HUILES, PAR COLETTE GUTMAN

16 ACTION CULTURELLE : LA VILLE OU IL SE PASSE TOUJOURS QUELQUE CHOSE, PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

17 FESTIVALS DU MOIS DE JUILLET

18 CHANGER LA VIE CULTURELLE

19 LES RANÇONNEURS DE LA SANTE, PAR JEAN CAMOU
II. FAIRE DU NEUF AVEC DU VIEUX

24 MA PART DE VERITE, PAR FRANÇOIS MITTERRAND

PHOTOS ET DESSINS

A.f.p. (page 5). Barrigue (pages 7, 13). Coureuil (pages 1, 3). Ferran (page 22). Hin (page 8). François Koffler (page 13). Lacroux (pages 14, 15, 21). Pascal Lebrun (page 11). Solo (pages 5, 18). Jean Touzot (page 19). Vasco (page 12). Viva (page 17).

Le 6 juillet
Organisée par la Fédération du Nord
FETE DE LA ROSE
à Phalempin

Organisée par la Fédération de la Corrèze
FETE DE LA ROSE
à Chamboulive
ALLOCUTION DE MICHEL ROCARD

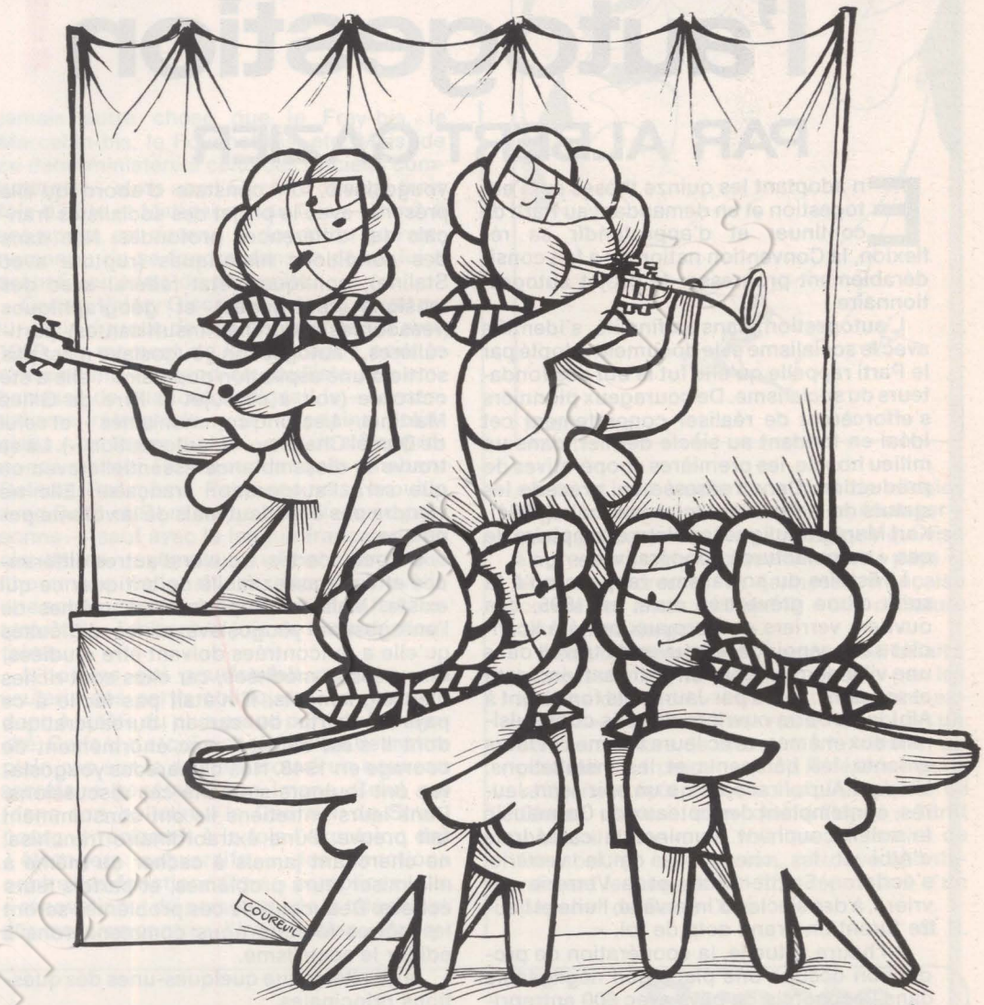
le Chili sous Pinochet
Cl. Katz
Seul document vécu sorti du Chili depuis que la junte fasciste a pris le pouvoir. « Un message du peuple chilien au monde entier ».
(extrait de la préface du représentant du parti socialiste chilien en France). 124p. 22F



le coup d'état au Chili
dessin de PLANTU
Analysé par G.Arroyo qui a vécu, aux côtés d'ALLENDE, L'UNITE populaire...
104p. 13 F
CERF

QUE LA FETE CONTINUE...

Parti socialiste



C'est déjà une tradition : l'une après l'autre, les fédérations du P.s. tiennent leur fête départementale. Chaque week-end depuis le début de mai on en dénombre six ou sept à travers la France, qui rassemblent des milliers de personnes autour d'un dirigeant national, de quelques artistes, des stands tenus par les sections. Samedi et dimanche derniers, François Mitterrand était à Oraison dans les Alpes de Haute Provence, Claude Estier à Millau dans l'Aveyron, Michel Rocard à Lorient, etc. C'était aussi la fête à Hendaye et dans les Landes. L'envoyé spécial de « l'Unité » y était.

« Tu le diras, dans « l'Unité », qu'elle était réussie, notre fête. » Epuisé, mais satisfait, Jo Labazé prononçait ces mots en souriant. Sans cet instituteur palois d'une trentaine d'années, sans Raphaël Lassallette, adjoint au maire d'Hendaye, et sans le dévouement de dizaines de militantes et de militants de tous âges, la fête de la Fédération socialiste des Pyrénées-Atlantiques n'aurait pas été possible. Surtout dans ce département où la gauche a encore beaucoup de progrès à accomplir. Il n'est pas rare que dans certains villages, du Pays basque en particulier, le candidat socialiste aux législatives ne recueille aucune voix. Mitterrand lui-même y a parfois connu un tel sort. D'ailleurs, le département ne compte que deux municipalités socialistes importantes : Pau et Hendaye. Les organisateurs de cette fête, la première du P.s. dans la région, appréhendaient donc son résultat. Ils peuvent être satisfaits. Mais ils n'ont pas compté les heures ni les kilomètres pour y arriver.

« Fronton Gaztelu-Zabar, fête du P.s. » : le long de la corniche, à Hendaye-Plage, on pouvait déjà constater un « collage » efficace. L'après-midi du samedi 28, une animation certaine régnait sur la place ronde proche du casino. Une quinzaine de jeunes gens et jeunes filles, membres des J.s. et des E.s., distribuaient gaiement des tracts aux passants et aux automobilistes, auxquels ils proposaient également la presse du parti. De cette place jusqu'au fronton de pelote basque Gaztelu-Zabar, la route était fléchée de macarons avec le poing et la rose. A plusieurs centaines de mètres du fronton, les échos de la musique étaient déjà perceptibles. L'orchestre des Bacchanales vérifiait sa « sono » avant le bal du soir. Tout en haut du fronton lui-même, visible de la rue, une grande affiche rouge et blanche du P.s. avait été collée par quelque militant acrobate. Lassallette et Labazé surveillaient les derniers préparatifs. Des militants s'activaient dans les deux bars et autour des deux grandes tables prévues pour le restaurant du dimanche. La tribune où se succéderaient l'orchestre, les orateurs du meeting, dimanche matin, et les vedettes l'après-midi était déjà tendue de tissu et couverte d'affiches. Tout était prêt, juste à temps. « Avant même que la fête ne commence, dit Lassallette, on a déjà vendu dans le département plus de 1 200 macarons à 10 F. Ces macarons donnent droit à l'entrée. En les vendant, on a pu constater que cette fête était dans l'ensemble bien accueillie. »

Présidant ce meeting, Jean-Baptiste Errecart, le maire socialiste d'Hendaye, put faire applaudir les représentants des deux autres partis signataires du programme commun. Succédant à Charles Suchet, secrétaire fédéral, qui avait salué la présence anonyme de socialistes espagnols dans l'assistance, Bortayrou aborda le problème basque. La fin de son discours, dans cette langue, à quelques kilomètres de la frontière espagnole des deux côtés de laquelle les assassins franquistes mènent la chasse aux Basques, fut particulièrement émouvante. Après le discours de Louis Mexandeau, venu parler au nom du Comité directeur, plus de 200 personnes profitèrent sur place des spécialités basques prévues pour le déjeuner.

« La préparation du spectacle de l'après-midi nous a posé quelques problèmes, explique Lassallette. Fallait-il faire venir une grosse vedette ? On a préféré permettre à des gens qui ont quelque chose à exprimer de pouvoir le faire. On a fait le tour, avec les copains, des artistes qui nous avaient plu. Finalement le succès que viennent de remporter Annie Nobel et Philippe Richeux, Michel Murty et les autres prouve que nous avons bien choisi. »

A une cinquantaine de kilomètres au nord, à Labenne, la fédération socialiste des Landes tenait également sa première fête, au cours du même week-end. Département différent à tous points de vue, où la forêt de pins remplace la montagne et où l'implantation socialiste est déjà ancienne et forte. La fête se déroulait dans l'immense camping « La Savane », gracieusement prêté par ses propriétaires ce qui, à la veille de l'arrivée des touristes de juillet, mérite d'être souligné. A Labenne, comme à Hendaye, les jeunes étaient venus nombreux. Le nombre des gens bronzés, cheveux mouillés, attestait dans les deux cas de la proximité de la plage. Mais, en dehors de ces jeunes, bras dessus bras dessous, qui rigolaient en allant d'un stand à l'autre, on remarquait aussi à Labenne des paysans, le béret bien calé sur le front et le visage buriné par le soleil. Cette implantation du P.s. en milieu agricole a d'ailleurs facilité la tâche aux organisateurs de la fête. A l'exception du gros lots de la tombola, un téléviseur, tous les autres lots de la tombola et des jeux (vin, foie gras, jambons, etc.) avaient été offerts par des militants. Pour la tombola, près de 15 000 billets avaient été vendus, à 1 F pièce.

Malgré le vandalisme de quelques « libéraux » — au sens que revêt de plus en plus souvent ce terme — qui ont arraché dans la

→

Les pionniers de l'autogestion

PAR ALBERT GAZIER

En adoptant les quinze thèses sur l'autogestion et en demandant au Parti de continuer et d'approfondir sa réflexion, la Convention nationale a fait considérablement progresser le projet autogestionnaire.

L'autogestion, dans sa finalité, s'identifie avec le socialisme et le document adopté par le Parti rappelle qu'elle fut le but des fondateurs du socialisme. De courageux pionniers s'efforcèrent de réaliser concrètement cet idéal en fondant au siècle dernier, dans un milieu hostile, les premières coopératives de production. Dans l'adresse qui précède les statuts de la Première Internationale (1864), Karl Marx a souligné la valeur exemplaire de ces « manufactures coopératives ».

L'Histoire du socialisme rappelle qu'à la suite d'une grève très dure, en 1895, des ouvriers verriers de Carmaux ont été licenciés sans espoir de retrouver du travail dans une ville dominée par un patronat vindicatif et solidaire. Aidés par Jaurès, ils fondèrent à Albi la Verrerie ouvrière dont ils construisirent eux-mêmes, avec leurs femmes et leurs enfants, les bâtiments et les installations. Vincent Auriol raconte qu'un soir Jean Jaurès, contemplant des coteaux du Carmausin le soleil couchant illuminer la cathédrale d'Albi et les cheminées de la verrerie, s'écria : « Sainte-Cécile et la Verrerie ouvrière, à des siècles d'intervalle, l'une et l'autre furent un grand acte de foi. »

A l'heure actuelle, la coopération de production occupe une place non négligeable dans l'économie du pays avec 600 entreprises, 30 000 travailleurs, 3 milliards de francs de chiffre d'affaires. Mais la coopérative de production souffre d'un grave défaut dont elle n'est évidemment pas responsable. Elle est une sorte de coin collectiviste enfoncé dans une forteresse capitaliste qui obéit à d'autres lois. Elle a, elle est obligée d'avoir un capital qui est la propriété de ses adhérents. Elle est enserrée par les lois du marché, elles-mêmes faussées par les concentrations capitalistes. Elle a des fournisseurs et des clients qui ne cherchent que le profit. C'est pourquoi son rôle reste marginal. Elle constitue toutefois une expérience, un exemple, **une école** dont la future société autogestionnaire ne pourra négliger les leçons.

Pour des raisons très différentes l'autogestion yougoslave, le kibboutz israélien, les coopératives de certains pays de l'Est (Pologne et Hongrie notamment), les exploitations agricoles autogérées de l'Algérie, la coopérative chinoise qui a permis la création des communes populaires, offrent des réalisations dont il est indispensable de dresser le bilan afin de nourrir ainsi nos réflexions et de guider nos actes.

Si l'on retient l'exemple de l'organisation autogestionnaire la plus élaborée, celle de la yougoslavie, on constate d'abord qu'elle présente avec le projet des socialistes français des différences profondes. Née dans des conditions historiques (rupture avec Staline), politiques (état fédéral avec des tensions centrifuges) et géographiques (ressources naturelles insuffisantes) particulières, l'autogestion yougoslave n'est pas sortie d'une aspiration populaire : elle a été octroyée (voir à ce sujet le livre de Gilles Martinet « Les cinq communismes », et celui de Daniel Chauvey, « L'autogestion »). Là se trouve la dissemblance essentielle avec ce que sera l'autogestion française. Elle ne viendra pas d'en haut mais de la volonté populaire.

On peut, certes, trouver d'autres différences et il est assez facile de critiquer ce qui existe. Mais les imperfections mêmes de l'autogestion yougoslave et les difficultés qu'elle a rencontrées doivent être étudiées, discutées et méditées, car elles sont riches d'enseignements. Il n'était pas facile à ce pays de sortir du carcan bureaucratique dont il s'est dégagé avec énormément de courage en 1948. Nos camarades yougoslaves ont toujours souhaité ces discussions. Dans leurs entretiens ils ont constamment fait preuve d'une extraordinaire franchise, ne cherchant jamais à cacher ou même à minimiser leurs problèmes, et parfois leurs échecs. Beaucoup de ces problèmes seront les nôtres lorsque nous commencerons à édifier le socialisme.

Je ne citerai que quelques-unes des questions principales :

- ▶ l'articulation de la planification et de l'autogestion. Nos amis yougoslaves ont connu la rigueur de la centralisation et les excès du marché. Leurs efforts pour éviter ces deux écueils ne rejoignent-ils pas nos préoccupations ?
- ▶ le choix entre les stimulants qui se substitueront avec le maximum d'efficacité aux stimulations contraignantes et inhumaines du capitalisme. Les stimulants matériels ont-ils place dans une société socialiste ? Si oui, dans quelles limites ? Sinon sur quelles motivations peut-on compter pour répondre aux besoins de la collectivité ?
- ▶ le financement des investissements et les relations entre le système bancaire et les entreprises.
- ▶ le rôle des cadres, les modalités de leur formation, de leur désignation et de l'exercice de leurs responsabilités.

Il est parfois de bon ton de mépriser les coopératives ouvrières de production et l'autogestion yougoslave. Tous les pionniers ont commis des erreurs et subi des échecs. Mais sans eux la route n'aurait pas été ouverte et la piste serait encombrée d'obstacles inconnus.

→ nuit de samedi à dimanche les affiches et les banderoles pour les brûler devant la mairie de Labenne, la fête a remporté un gros succès. Dimanche après-midi, plus de 2 000 personnes ont attentivement écouté Michel Sainte-Marie, secrétaire fédéral de la Gironde, et René Labat, maire de Saint-Vincent-de-Tyrosse, tous deux membres du Comité directeur du P.s. Certains même n'étaient venus que pour le meeting et sont aussitôt repartis. Honnêtement, ils n'étaient pas les plus nombreux. La plupart des gens, tous joyeux de se retrouver pour cette fête champêtre, ont déjeuné et dîné en groupes. Dimanche, plus de 500 repas ont été servis pour le seul déjeuner. Ils étaient presque aussi nombreux à dîner le soir, pour 7 F seulement. Une trentaine de stands, tous différents, leur ont permis de mesurer leur adresse au bowling, à la pêche à la ligne, ou au tir à la fronde. Un stand proposait avec humour un dîner à la table du président. Il s'agissait en fait d'un panneau peint représentant une table à laquelle François Mitterrand dînait avec deux autres personnes. Celles-ci avaient un trou à la place de la tête, pour qu'on puisse y glisser la sienne, le temps d'une photo.

Plus de 4 000 personnes au cours du week-end ont apprécié le spectacle, qui comprenait des musiciens, des chanteurs et la troupe du Théâtre en miettes. Son coût, d'environ 15 000 F a été entièrement couvert par la vente des billets de la tombola. Le succès de cette fête, là encore, est dû à l'action de centaines de militants qui ont monté les stands, fabriqué 900 mètres de guirlandes, collé les affiches, vendu les billets et tenu les 30 stands. Le succès matériel de la fête devrait permettre d'aménager le local que la fédération des Landes a acquis à Mont-de-Marsan.

Psychologiquement, c'est une réussite incontestable. Les 21 personnes qui ont adhéré au P.s. au cours de ces deux jours, des jeunes pour la plupart dont une majorité d'agriculteurs, en sont un signe. Mais, surtout, cette réussite a renforcé les militants pour développer la lutte. « L'action ne tombera pas dans le Sud-Ouest cet été », m'ont dit en souriant de jeunes agriculteurs socialistes.

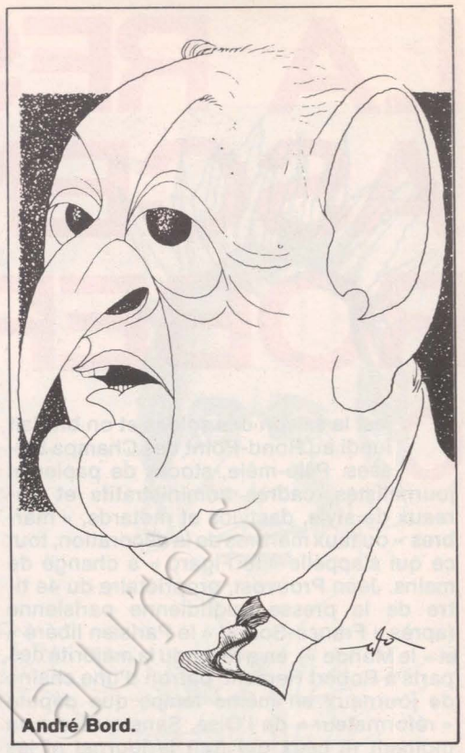
JEAN-LOUP REVERIER

« M. Tomasini, secrétaire d'Etat chargé des Relations avec le Parlement, est un voleur. » Cette phrase placée en exergue d'un article de Michel Gaillard dans « le Canard enchaîné » du 25 juin 1975, n'a pas provoqué une semaine plus tard la moindre réaction.

Pas le moindre démenti, pas la moindre mise au point et, bien évidemment, pas même la menace d'un procès en diffamation. De la part de Tomasini, ce n'est pas étonnant. Ce qui l'est plus, c'est que Tomasini est toujours ministre. Et qu'au Conseil s'assoient à côté de lui, Mme Françoise Giroud, précédemment journaliste, et Jean Lecanuet, précisément ministre de la Justice. Quant à Michel Poniatowski, qui aime bien les comparaisons historiques, il n'en a trouvé aucune pour qualifier un de ses collègues du gouvernement. Jacques Chirac, lui, a simplement laissé tomber devant quelques journalistes : « Cette affaire est montée pour abattre l'U.d.r. » Conclusion logique de ce raisonnement : laisser traiter Tomasini de « voleur » est une façon, habile sans doute, de rendre service à son propre parti.

En fait, ce qui permet aujourd'hui d'écrire de Tomasini qu'il est « un voleur », c'est une lettre adressée à l'avocat des syndicats de l'O.r.t.f. par l'ancien sénateur réformateur André Diligent, qui fut rapporteur de la commission d'enquête de l'O.r.t.f. Dans ce texte, Diligent écrit : « Il était d'ores et déjà établi que le directeur du Centre de redevances de Rennes, M. Brochard, avait livré une bande magnétique comportant 2 388 949 noms et adresses du fichier... Lors du dernier tri-

A U.d.r TRI-BORD TOUTE !



André Bord.

Afin d'avoir les mains plus libres dans le duel pour la direction de la majorité qu'il vient d'entamer contre Michel Poniatowski — avec toutes les surenchères que cela entraîne, dans le maniement de l'épuisette électorale comme dans les invectives hystériques contre la gauche — Jacques Chirac avait besoin, dans son parti, d'une doublure. Intérimaire après les assises de Nice, la voici définitive : samedi, les conseillers nationaux de l'U.d.r. ont « choisi » comme secrétaire général celui dont le Premier ministre leur avait soufflé le nom : André Bord. A peine étonnés de la minceur du personnage — mais s'imaginaient-ils Chirac prenant le risque de laisser une parcelle de pouvoir à quelqu'un doté de la moindre personnalité ?

A vrai dire, Bord a fait carrière dans la transparence. Ce libraire alsacien âgé aujourd'hui de 52 ans est le cas-type de ces innombrables quidams qui, en 1958, élus sur le seul nom du général de Gaulle — sa carrière politique se limitait alors à avoir été le secrétaire-permanencier du général R.p.f. Kœnig — se retrouvèrent un peu éberlués au Parlement. Hormis lors de ses démêlés avec Pierre Pflimlin pour la mairie de Strasbourg ou chez ses fans — les supporters de l'équipe de football, les anciens combattants du Bas-Rhin et les orphéons alsaciens, dont il préside la fédération — on n'entendra plus guère parler de Bord. Jusqu'en 1966. Cette année-là, Dieu seul (et peut-être de Gaulle) sait pourquoi, le voilà secrétaire d'Etat à l'Intérieur. Sans devenir jamais autre chose que le Frey-bis, le Marcellin-bis, le Fouchet-bis, etc. Mais, de ce demi-ministère à celui des Anciens combattants — alors que l'Elysée a changé trois fois d'hôte et Matignon cinq fois — Bord, 9 ans après, est devenu le doyen du gouvernement : de se fondre dans le décor lui a assuré une sorte de pérennité.

Certes, Valéry Giscard d'Estaing aurait pu lui tenir rigueur de ses déclarations d'avril 1969, au moment de la campagne pour le référendum — quand ce gaulliste peu embarrassé de nuances fustigeait le « conservatisme rétrograde » de « certains politiciens » partisans du non — ou de s'être prononcé en mai 1974 pour Jacques Chaban-Delmas. Pas même. Personne ne se brouille avec Bord et Bord ne se brouille avec personne — sauf avec la langue française, ses circulaires (exemple : « Souhaitant que l'hommage national aux déportés revêtie une solennité particulière, je m'étais fait l'interprête... ») faisant la joie de leurs destinataires.

L'homme qui pourfendait naguère « la veulerie des partis politiques » se retrouve donc à la tête du plus grand parti de la majorité. Cette U.d.r. qui a choisi à Nice de mettre plein cap sur la droite a trouvé un nouveau secrétaire général à son image. Celui qui (dans son bulletin « le Courrier de Strasbourg ») réclamait à la fois l'expulsion des « étrangers subversifs », des sanctions contre les fonctionnaires « complices », la « rénovation » du personnel de la télévision, des mesures contre « l'intoxication » des lycéens et des étudiants, autant de vilenies organisées par un « état-major étranger » ayant préparé « un plan stratégique qui vise à agresser psychologiquement notre pays », afin de « dresser la jeunesse française contre ses aînés » et établir « une dictature extrémiste de gauche ».

Ainsi, Bord était bien l'homme qu'il fallait à la nouvelle droite musclée révélée par les assises de l'U.d.r. — Chirac l'a reconnu samedi : « A droite ? Il est vrai qu'à écouter un certain nombre de discours à la tribune, on pourrait s'y tromper » (sic). Référence pour référence, tout comme l'exploit niçois de Chirac méritait bien que « l'Unité » titrât « Viva il Duce », on voit que le libraire de Strasbourg, à l'occasion, retrouve spontanément le langage qui fit la réputation d'un papetier de Saint-Céré.

S. R.

Procès

Les histoires de Toto

mestre de cette année 1973, je rencontrai M. Brochard qui avait démissionné de ses fonctions... M. Brochard reconnut spontanément qu'il avait fait parvenir le fichier à un homme politique déjà célèbre par la façon dont il avait insulté les magistrats en les accusant de lâcheté » (René Tomasini déclarait le 16 février 1971 : « Si des actes contraires aux lois ont été réprimés de façon regrettable, la faute en incombe non pas à ceux qui ont la charge de les réprimer, mais à la lâcheté des magistrats. Et je pèse mes mots »). Voilà pour le témoignage Diligent.

Il existe une autre preuve formelle qui étaie ces propos. Le fichier a été proposé à la vente par une société de travail intérimaire qui portait l'étiquette « S.r.s. » Cette firme possédait de nombreux administrateurs communs avec une autre société d'intérim, Industra, dont le P.d.g. à l'époque s'appellait René Tomasini. Mieux : dans le dossier de l'enquête préliminaire sur cette affaire se trouve la photocopie d'une lettre signée par le directeur adjoint d'Industra, dans laquelle celui-ci précise que la S.r.s. agit en fait comme sous-traitant d'Industra.

Le lendemain de la publication de l'article où étaient apportées ces précisions, bien intéressantes, la Chambre d'accusation de Paris rendait un arrêt. Elle infirmait l'ordonnance du juge Alain Bernard qui, le 7 mars dernier, avait déclaré irrecevables les plaintes pour vol, recel et corruption de fonctionnaires, déposées contre X le 28 novembre 1974 par le secrétaire général du syndicat C.f.t.c. du personnel de l'ex-O.r.t.f. La Chambre d'accusation ajoutait que le syndicat, qui s'était porté partie civile, pouvait donc susciter l'ouverture d'une information devant l'inaction de la victime — c'est-à-dire de la direction de l'O.r.t.f., qui n'avait jamais porté plainte — et du ministère public.

René Tomasini et son patron.



En clair, cela signifie que, juridiquement, plus rien ne s'oppose à ce que le juge Bernard instruise l'affaire de ce fichier volé. D'ailleurs, le syndicat C.f.t.c. a publié aussitôt un communiqué mettant les points sur les i : « Le syndicat C.f.t.c. espère que les personnalités dont les noms ont été évoqués dans cette affaire seront enfin entendues, c'est-à-dire M. Brochard, chef du Centre O.r.t.f. de Rennes, où le fichier a été dérobé ; MM. Alain Ayache et Maurice Mességué (principaux témoins cités par M. Montaldo) ; M.Raymond Marcillac, formellement mis en cause par M. Mességué ; M. René Tomasini, formellement mis en cause par M. Diligent ». Et le communiqué d'ajouter perfidement : « Dans ces conditions, nous estimons que M. Tomasini doit démissionner du gouvernement afin de se présenter devant la Justice comme tout autre citoyen ». Tomasini s'en est bien gardé.

Ainsi, dans la France de 1975, peut-on tranquillement qualifier un ministre de « voleur » sans que Valéry Giscard d'Estaing n'y trouve rien à redire. C'est une sorte de changement qu'il faut avoir l'honnêteté de mettre à son crédit.

NICOLAS BRIMO

LA RESISTIBLE ASCENSION DE ROBERT HERSANT

C'est la saison des soldes et on bradait lundi au Rond-Point des Champs-Elysées. Pêle-mêle, stocks de papier et journalistes, cadres administratifs et bureaux de style, dactylos et motards, « marbres » ou faux marbres de la décoration, tout ce qui s'appelle « le Figaro » a changé de mains. Jean Prouvost, propriétaire du 4e titre de la presse quotidienne parisienne (après « France-Soir », « le Parisien libéré » et « le Monde »), en a revendu la majorité des parts à Robert Hersant, patron d'une chaîne de journaux en même temps que député « réformateur » de l'Oise. Sans qu'à aucun moment ni ceux qui font le journal ni les lecteurs — ces éternels oubliés — aient eu leur mot à dire. Pour Hersant, c'est la consécration ultime, la réalisation du grand rêve de ce petit seigneur à qui manquait encore son duché d'Empire. Il va pouvoir faire ronfler son nouveau titre — il adore — tout en modelant un « Figaro » plus « populaire » (?) et en le faisant servir de pivot à de fructueuses annexes, notamment dans le secteur publicitaire. Il s'est contenté d'attendre que se retirent les piquets de grève installés mardi par les journalistes, à qui les promesses d'Hersant ne manqueront pas.

Personne n'aura la naïveté de s'étonner que l'argent, avec ou sans majuscule, ait joué un si grand rôle dans le destin de ce véhicule d'idées et d'informations au service de l'intérêt public qu'est, théoriquement, un journal. C'est lui qui avait permis l'accession en force du filateur-magnat de presse Prouvost à la tête du « Figaro » en compagnie du sucrier Ferdinand Béghin. C'est lui encore, joint à d'autres raisons — l'état de santé de ce nonagénaire et la désillusion ressentie à n'avoir pu faire vraiment « sa chose » du quotidien du Rond-Point — qui a poussé Prouvost, endetté jusqu'au cou et talonné par les banques, à céder « le Figaro », pour « réaliser » quelques-uns des 70 millions lourds exigés par ses créanciers.

C'était en février et commença alors un assez ridicule petit ballet d'acheteurs putatifs, groupes de presse, industriels, hommes politiques ralliés à la majorité, ou les trois à la fois : groupe Gicquel, « le Progrès », Jean-Jacques Servan-Schreiber, André Bettencourt... Mais ce dernier était un candidat bidon ; Servan-Schreiber — très tenté — fut découragé par son entourage et de toute façon récusé à deux reprises par Prouvost ; ainsi de suite. Bref, bientôt ne resta plus en lice qu'Hersant.

Dans la "cathédrale"

Alarmée par la réputation de cet homme « qui n'est pas un enfant de chœur » — selon la litote du directeur du « Figaro », Jean d'Ormesson — la majorité de la rédaction brandit l'arme juridique du veto qui peut empêcher de mettre en place le directoire du journal (organisme collégial) : elle cherchait à gagner un mois, afin qu'apparaisse une autre candidature. On crut la semaine dernière que ce serait Simon Nora, ancien conseiller de Jacques Chaban-Delmas et ex-directeur général de Hachette.

Mais celui-ci, bien que lesté au départ d'une trentaine de millions, réclamait un peu de temps pour préparer un plan de réorganisation et ne voulait pas avoir l'air de « courir après » l'opération ; dans le même temps, curieusement, les créanciers de Prouvost se montraient plus pressés que jamais. Ainsi Hersant « et des personnalités, qui, sans doute, se joindront à lui » (dixit Prouvost) emportèrent-ils cette course contre la montre, si faussée fût-elle.

Dans la grande salle obscure du 1er étage qu'ils ont baptisée « la cathédrale », les journalistes du « Figaro » n'avaient plus lundi soir qu'à organiser la grève dont ils avaient précédemment voté le principe par 118 voix sur 152 votants (effectif parfaitement représentatif de la rédaction réelle, et pas seulement administrative, et chiffre voisin de celui qui avait permis la nomination de d'Ormesson à la direction). Une grève défensive de 24 heures, menée par les plus jeunes, et sans autre perspective que de négocier au mieux avec le nouveau propriétaire. Déjà, d'ailleurs, une minorité lui était ralliée, en compagnie des cadres. Et de d'Ormesson : d'abord réticent, devant la vulgarité d'Hersant, ce prosateur de bonne famille **(voir le n° 123 de « l'Unité »)** avait fait, dès la semaine dernière, une « tournée des popotes » efficace. Conclue, lundi matin, par un éditorial laissant le champ libre à Hersant, qui « est ce qu'il est » et qui, d'ailleurs, est « couvert par l'amnistie ».



Gouvion-Saint-Cyr

On a découvert, inanimé, devant le n° 24, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, un homme blessé à la tête et sur lequel on a trouvé des papiers au nom de Paul Nicolas, 49 ans, demeurant 7, rue Perrand, à Bois-Colombes. Transporté à Bichat, il n'a pu être interrogé en raison de son état.

Le Jeune Front a inauguré son Centre national de propagande

Le Jeune Front, les Gardes françaises et le Parti français national-collectiviste, ont inauguré hier leur centre national de propagande, aux Champs-Elysées, au cours d'une réunion amicale où les chefs Pierre Clementi, Charles Lefebvre et Robert Hersant ont brièvement pris la parole pour préciser les buts de leur mouvement qui est, avant tout, antijuif et antimaçonnique.

DES PRETS AUX ARTISANS

La chambre de métiers de la Seine, 174 à 178, quai de Jemmapes, informe les artisans ayant des commandes à exécuter que des prêts de démarrage peuvent être accordés en vue de permettre le règlement de la main-d'œuvre occupée et exceptionnellement celui des matières premières nécessaires.

Extrait du journal « le Matin » du 26 août 1940.

Amnistie, comment ça ? Amnistié de quoi ? La loi interdit de le dire, qui couvre les faits de collaboration sous l'occupation nazie, les procès de la Libération au même titre que l'indignité nationale ou les poursuites pour escroqueries, fraudes fiscales, infractions aux lois sur les titres d'alimentation, abus de confiance, usage de prête-noms, détournement de précompte, complicité de vol, corruption de salarié, complicité de révélation de secrets de fabrique et de contrefaçon de modèles, qu'un quidam pourrait encourir. Tout au plus les curieux pourront-ils se reporter aux archives de la P.j. (dossier F 133-542), de la Cour de Justice de la Seine (1-10-889), de la Sûreté nationale (26.815 et 30.177), ou au Journal officiel dans son numéro rendant compte du débat parlementaire du 19 avril 1956 invalidant Hersant (d'ailleurs reproduit in extenso dès mercredi par « le Monde »).

Qui sera Springer ?

Toujours est-il que le nouveau propriétaire du « Figaro » peut présenter un casier judiciaire vierge. Rien de plus simple. Lui-même expliquait le système à ses lecteurs de « l'Oise-Matin », en prélude à sa candidature électorale de 1956 : « J'étais le plus souvent amnistié avant même d'être jugé... En attendant de bénéficier l'an prochain, avec votre aide bienveillante, de l'immunité parlementaire, il m'est apparu souhaitable de décerner, au cours d'une cérémonie intime, à un de mes collaborateurs, le titre redoutable de directeur de la publication... » Ainsi se construisit peu à peu la carrière de ce self made man. Il n'y a pas de honte à avoir commencé à la bâtir en s'activant dans l'épicerie, ou dans le commerce des pneus et cycles d'occasion, puis « dans la pub », même si ce fut avec des méthodes peu orthodoxes — mais là aussi joue l'amnistie. Pas de honte non plus à avoir créé et développé (même si...) « l'Auto-Journal », base d'un « empire » de presse qui, par rachat systématique des petits titres dans telle ou telle région, s'est gonflé sans cesse. Cela va du « Berry républicain » à « Nord-Eclair », en passant par « Paris-Normandie », « France-Antilles », etc., ainsi qu'une constellation de revues spécialisées (« la Pêche », « Tricot », etc.).

Cet activisme en affaires a donné à Hersant l'image d'un gestionnaire dynamique, dont il n'est pas difficile de démontrer l'inconsistance. Qu'on demande plutôt aux collaborateurs des titres vedettes du groupe, « l'Auto-Journal » et « Paris-Normandie ». Dans le premier, récemment, 9 d'entre eux ont été renvoyés (dont 4 journalistes), s'ajoutant aux licenciements au coup par coup ; explication de la direction elle-même : conjoncture économique du journal et chute de la publicité. A « Paris-Normandie », encore solide en 1972, la prise en main par Hersant — grâce au débauchage

Presse

Robert Hersant et Jean d'Ormesson.



financier de certains porteurs de parts — aboutissait moins de trois ans plus tard à un déficit d'un million et demi, largement dû à la boulimie de rachat de titres et aux dépenses de prestige dénoncées par les syndicalistes du quotidien normand dans un « livre noir ». C'est pourtant cette fausse réputation de manager averti qui a permis à Hersant, qui en rêvait chaque nuit, de parvenir à avoir son grand quotidien parisien : il avait même prévu d'en lancer un en octobre — les « numéros zéro » étaient prêts — avant que survienne l'occasion de faire main basse sur « le Figaro ».

Ce que voyant, on pourrait se demander : « Que nous importent, à nous, les aventures du « Figaro » ? Que X ou Y soit propriétaire ? Que ce quotidien reste l'expression du conservatisme étroit de la bourgeoisie, ou devienne le « grand journal libéral » qu'auraient aimé faire nombre de ses rédacteurs, ou au contraire tourne au « canard populaire » de droite souhaité par Hersant ? » Ce serait ne pas voir tout ce que recouvrent la stratégie d'Hersant et l'affaire du « Figaro » en l'absence d'un authentique statut de l'information. Notamment la commercialisation accélérée de la presse, l'intervention ouverte des banques et le jeu du Pouvoir giscardien.

▶ Le premier phénomène trouve ici une illustration rêvée. Non seulement parce qu'il y a quelque chose de scandaleux dans ces achats et rachats où le sort d'un journal se joue à qui mettra le premier l'argent sur la table. Il est toujours choquant qu'on se repasse ainsi, entre champions du profit, une entreprise — les hommes avec les meubles. Ça l'est encore plus lorsqu'il s'agit de « produits intellectuels » et que leur diversité est une garantie des libertés civiques. Quand un Hersant s'empare de « Paris-Normandie » et impose à son édition havraise un pool avec l'autre quotidien... qui lui appartient (« Havre-Presse »), avec pages et rédaction communes, c'est le commencement de la fin de cette diversité. Quand un Hersant possède — avec la radio-télévision officielle — l'exclusivité de l'information quotidienne (« France-Antilles ») sur la Guadeloupe et la Martinique, cela s'appelle un monopole de fait. Quand un Hersant, dans le Nord, prend le contrôle de « Nord-Eclair » après celui de « Nord-Matin », c'est une quasi-concentration des plus dangereuses. Toutes ces concentrations, ces situations de monopole battent en brèche l'indispensable pluralité de la presse. Pour l'instant, elles ne sont « que » régionales — et c'est encore trop. Mais, demain, qui sera le Springer français?

▶ Ce jeu capitaliste « sauvage » est depuis toujours mené dans la « grande presse » par les puissances d'argent. Mais aujourd'hui elles ne prennent même plus de masque. Ce sont directement et ouvertement les banques qui déplacent les pions. Dans le cas du « Figaro », ce sont elles — et en premier lieu la banque Dreyfus — qui ont fait la loi. D'abord en éliminant les candidats autres qu'Hersant, à qui furent refusés les véritables éléments comptables. Puis en faisant barrage à Nora, qu'elles (nommément : l'entente pro-giscardienne Taittinger-Worms-Paribas) avaient déjà balayé de la direction générale d'Hachette en octobre dernier. Hersant n'avait plus qu'à atterrir sur un terrain tout balisé. Sans qu'il soit jamais répondu à la question clé : d'où vient vraiment l'argent de l'achat du « Figaro » et au profit politique de qui ?

▶ Car les monstres froids de la Banque n'agissent pas par simple impulsion. S'il est vrai que, dans les classiques policiers, le crime a le plus souvent été commis par celui à qui il profite, cela renforce l'hypothèse, répétée avec insistance, que le Pouvoir — et singulièrement l'état-major officieux de Matignon — est à l'origine de l'opération Hersant.

Ce dernier a déjà donné quelques gages. Comme par hasard, l'implantation de ses titres et de ses éditions coïncide avec les points d'offensive de la droite U.d.r. ou giscardienne. Ainsi, la zone de « Paris-Normandie » ne pousse pas son prolongement (commercialement naturel) vers Cergy-Pontoise, bien tenue par Michel Poniatowski, mais s'étend vers plusieurs zones des Yvelines où la gauche menace la majorité. De même, l'extension de ce journal dans le Calvados : il s'agit de chercher ici à reprendre le siège conquis par le socialiste Louis Mexandeau, là à conforter les positions flageolantes de l'U.d.r. Robert Bisson ou du R.i. Michel d'Ornano... Le plus spectaculaire fut la récente législative partielle du Havre. Pas du tout échaudé par la perte de lecteurs qu'avaient entraînée les articles archi-giscardiens des hebdomadaires Hersant pendant l'élection présidentielle, le patron de « Paris-Normandie » avait envoyé un de ses journalistes participer à la campagne de l'U.d.r. Ruffenacht. Avant d'y déléguer en personne Jean-Marie Balestre, n° 2 du groupe.

Bien que cela soit discuté — « Il vend du socialisme ici, du radicalisme là, du gaullisme ailleurs... », disait jadis Pierre-René Wolf, alors directeur de « Paris-Normandie » — peut-être ce militantisme en faveur de la majorité est-il dû aux convictions profondes d'Hersant. Et pas du tout au fait que l'intéressé serait « tenu » par le Pouvoir, entre autres pour s'être fait piéger autrefois dans une sombre affaire de faillite de mutuelle automobile.

Ce qui est sûr, c'est que la semaine dernière quelqu'un a téléphoné à la direction du « Monde » pour suggérer — en vain — que ce journal ne publie pas un article du président de la société des rédacteurs du « Figaro » sonnant le tocsin contre l'arrivée d'Hersant au Rond-Point.

Ce quelqu'un, c'était Edgar Faure.

SERGE RICHARD



changer la vie politique

PAS SOUS LA TABLE...

Au cours du mini-débat de politique étrangère qui a eu lieu vendredi dernier à l'Assemblée nationale, François Mitterrand, répondant au ministre Jean Sauvagnargues, a pu dénoncer l'absence de ligne directrice et de volonté du gouvernement en ce qui concerne la politique monétaire, l'attitude vis-à-vis du dollar, l'informatique, la politique européenne, le désarmement. « S'il s'agit pour la France, a-t-il dit, d'assumer sa mission par la qualité de son esprit, mieux vaudrait alors qu'elle renonce à vendre des armes un peu partout et qu'on s'abstienne de montrer du doigt Lisbonne quand on s'est tu pendant un demi-siècle de dictature, sans parler de Madrid ou de Santiago ».

Dans sa réponse aux orateurs, Sauvagnargues n'a pas démenti que Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt aient évoqué la question de l'installation éventuelle de fusées Pluton en Allemagne fédérale. « Je n'étais pas sous la table et il n'y avait pas de micro », a-t-il dit. Façon pittoresque de reconnaître que le président de la République tient son ministre des Affaires étrangères pour quantité négligeable.

A noter encore que ce débat, inscrit primitivement pour jeudi, avait été reporté à la demande du gouvernement, ce qui avait provoqué un vigoureux rappel au règlement de François Mitterrand, suivi d'une protestation de Maurice Couve de Murville, président de la commission des Affaires étrangères. Intervenant à son tour au nom des communistes, Roland Leroy, sans même évoquer l'intervention du Premier secrétaire du P.s., avait déclaré s'associer aux propos du député U.d.r. Simple omission ou version française du « compromis historique » ?

Entreprises LA NECESSAIRE PRESENCE DU P.S.

La réunion de la Commission nationale Entreprise, qui a rassemblé le week-end dernier les premiers secrétaires fédéraux et les secrétaires fédéraux aux entreprises, avait pour but de préparer le mois d'action dans les entreprises qui aura lieu en septembre-octobre.

Dans le cadre de cette action, il s'agissait de définir une campagne destinée à créer une mobilisation chez les travailleurs et un rapport de forces capable de faire reculer le Pouvoir sur deux points en particulier : le problème de la vie chère, et celui du chômage.

En ce qui concerne la vie chère et l'inflation nous comptons dire : qui, mieux que les travailleurs à l'intérieur de l'entreprise, peut s'attaquer à l'inflation ? Pourquoi les travailleurs, qui mènent des luttes pour préserver leur emploi ou obtenir des augmentations de salaires, ne mèneraient-ils pas des actions contre les hausses de prix injustifiées pratiquées par les entreprises ?

Le deuxième point de la campagne est le problème du chômage. Là aussi, il y a toute une bataille à mener sur l'indemnisation du chômage partiel, sur celle du chômage total qui fait partie de la bataille générale, et que nous continuerons. Mais nous pensons que cela ne suffit pas, qu'il faut aussi s'attaquer aux causes du chômage, et lutter pour le contrôle des travailleurs sur le chômage. A ce sujet, un projet de loi est actuellement à l'étude au P.s. sur la réforme des comités d'entreprise.

Il est d'autre part nécessaire que les chômeurs prennent conscience du fait qu'ils ne sont pas des travailleurs isolés et qu'ils doivent s'organiser entre eux pour défendre leurs intérêts immédiats (les 90 % d'allocation que quelques milliers seulement touchent actuellement, un meilleur fonctionnement de l'A.n.p.e., etc.).

Enfin, nous comptons nous attaquer au problème des 600 000 jeunes qui arrivent sur le marché du travail et dont moins de la moitié va trouver un emploi.

Au total, il ne s'agit pas d'une campagne de propagande du P.s., mais d'une campagne d'action qui est une offensive politique contre le Pouvoir.

ALAIN RANNOU

L'UNION DE LA GAUCHE AU JAPON

On se souvient que François Mitterrand s'était rendu il y a trois mois au Japon, à la veille des élections régionales et que sa visite avait contribué à reconstituer un front uni de toute la gauche. Celle-ci a pu ainsi remporter des succès spectaculaires notamment à Tokyo où le candidat de la gauche à la mairie, Minobé, a battu le candidat du Jiminto (parti conservateur) ; à Osaka, deuxième ville du pays, où le candidat présenté par le Parti communiste a été élu contre deux adversaires ; à Yokohama, où le socialiste Ichio Asukata a été réélu maire contre le candidat de la droite avec 70 % des voix ; et à Kawasaki, où le socialiste Ito a également été réélu.

Relatant ces succès dans une lettre qu'il vient d'adresser à François Mitterrand, Ichio Asukata souligne qu'ils placent toute une région vitale du Japon, comprenant 20 millions d'habitants sous le contrôle de la gauche pour ce qui est du gouvernement régional et il ajoute en remerciant le Premier secrétaire du P.s. français pour le rôle qu'il a pu jouer lors de sa visite :

« Je crois très profondément que dans la lutte pour enlever le pouvoir central au Jiminto et mettre en place un pouvoir socialiste, l'Union de la gauche de la région de Tokyo a une très grande valeur stratégique. Il est clair aux yeux de tous que notre union est un facteur vital pour faire du Japon un Etat socialiste. Même sur le plan théorique, une telle union au niveau de la politique régionale propose une nouvelle stratégie, qui mériterait l'attention, dans le programme de transformation de la société. Je pense d'ailleurs traiter prochainement de ces problèmes stratégiques et théoriques dans une thèse. Maintenant que mes idées se concrétisent dans les résultats de ces campagnes électorales et que la réalisation même commence dans la réussite, les enseignements que j'ai tirés de vos propos et de votre expérience ne me quittent pas ; et je ne cesse de penser à la coopération pleine de camaraderie que vous avez bien voulu nous accorder : je voudrais que vous me permettiez de vous témoigner ma reconnaissance la plus profonde.

Cher camarade Mitterrand, Premier secrétaire du Parti socialiste français, encouragés par votre appui fraternel aucun obstacle ne nous arrêtera dans la voie difficile qui nous attend. Nous espérons du plus profond de notre cœur votre succès et votre progrès en France et en Europe, tout en vous faisant le serment de faire tous nos efforts pour le développement de la fraternité et de la coopération entre le Parti socialiste français et le Parti socialiste japonais. »

HITLER, CONNAIS PAS

« Un convoi de la mort » : sous ce titre, T.f. 1 diffusera mercredi (22 h 05) une émission de Claude Otzenberger sur l'un de ces « trains de la mort » à destination de Dachau. Mais le sous-titre de l'émission — « A propos du totalitarisme » — a tout autant d'importance. Ce qui a intéressé Otzenberger, c'est le système, et la façon dont l'engrenage totalitaire risque toujours de se remettre en marche.

Cette bouleversante émission méritait une très grande écoute... Eh bien ! non. De quoi a-t-on eu peur ? On a d'abord refait à Otzenberger — comme pour ses « Atomes nous veulent-ils du bien ? » — le coup de la déprogrammation. Finalement, « Un convoi de la mort » passera bien, mais à une heure tardive et juste après une longue dramatique. Décidément, il y a, en « société libérale avancée », des formes très subtiles de censure...

Recherche

«UNE ARDENTE OBLIGATION» PAR ROBERT CHAPUIS

« La France doit figurer au premier rang des pays de dimensions comparables par le volume et la qualité de sa recherche... Les crédits budgétaires affectés à la recherche de base augmenteront à un taux au moins égal à celui de l'ensemble des crédits de recherche. » Ces fortes paroles de Valéry Giscard d'Estaing, le 28 février 1975, à l'issue d'un Conseil restreint sur la Recherche, avaient fait sensation. La critique de la gestion passée, celle du ministre des Finances Giscard d'Estaing notamment, était fort justifiée : la recherche était passée de 2,3 % du P.n.b. en 1967 à 1,5 % en 1975, chiffre fort éloigné du taux prévu par le 6ème Plan pour la même année (2,45 %) ; la France vient ainsi non seulement derrière les Etats-Unis et l'U.r.s.s., mais derrière la Grande-Bretagne, l'Allemagne, les Pays-Bas, etc. L'évolution des créations d'emplois au C.n.r.s. est tout aussi significative : 250 postes en 1971, 80 en 73, 113 en 74, 110 en 75... A l'I.n.r.a. (recherche agronomique), le budget de fonctionnement est le même en 1975 qu'en 1968 !

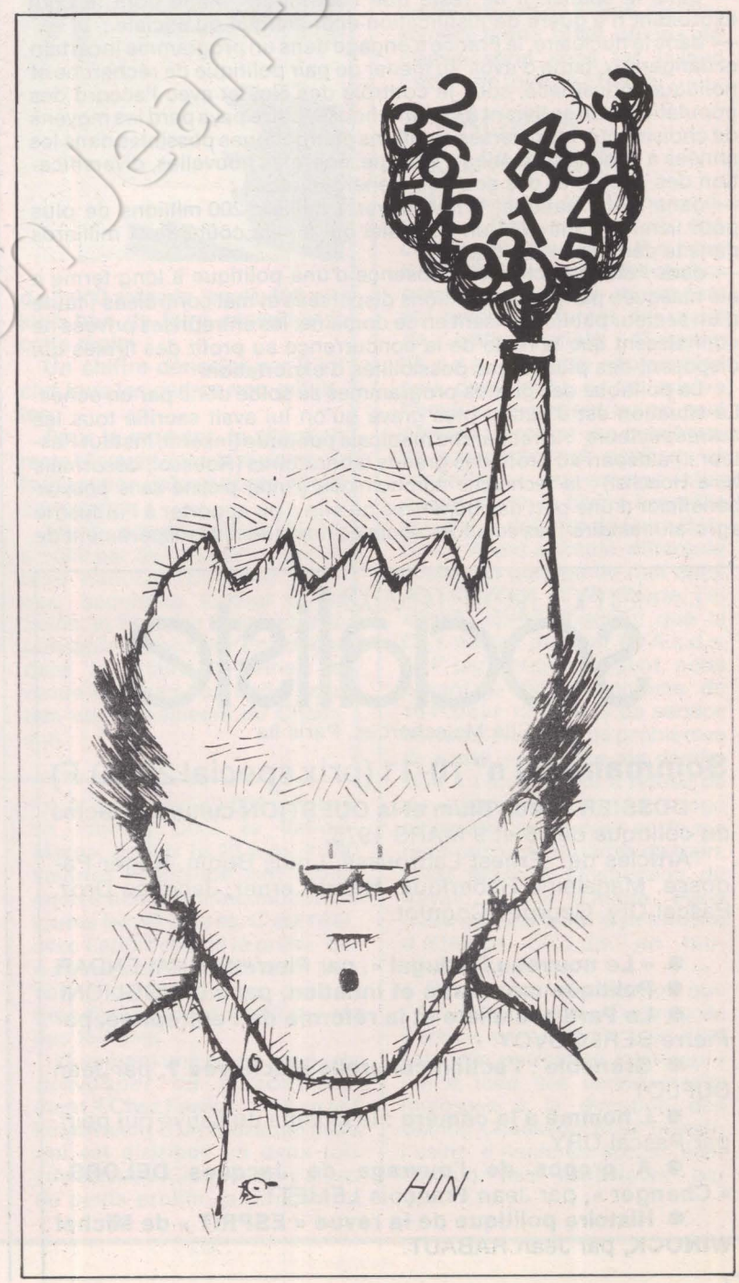
On pourrait accumuler les chiffres : ils expliquent la montée de la colère parmi les chercheurs, leur mobilisation syndicale et la crise de nombreux organismes et instituts (de l'Institut Pasteur au Centre d'études atomiques). Or la recherche, dans une société telle que la nôtre, ce n'est pas un luxe, un surplus ; c'est le sang neuf sans lequel le corps social ne peut pas vivre. Si elle stagne, la société végète ; si elle régresse, l'asphyxie n'est pas loin.

En 1975, les échéances arrivent, les choix s'imposent. Il semblait que Giscard d'Estaing l'ait compris... Aujourd'hui, tandis que les décisions concrètes sont repoussées de mois en mois, il faut se rendre à l'évidence. Giscard a parlé d'autant plus de la recherche qu'il n'a pas de politique à son égard. C'est ce que vient de constater le Parti socialiste dans une déclaration remise à la presse le 27 juin 1975 :

> « Le scepticisme de la communauté scientifique paraît aujourd'hui bien justifié lorsque l'on sait que le budget de la recherche se prépare en ce moment sur la base d'une augmentation en francs **courants** de l'ordre de 12 %. Si l'on déduit de ce pourcentage le taux d'accroissement des dépenses de fonctionnement et de personnel à effectifs constants (le gouvernement prévoit 8 % mais tout conduit à penser que la poursuite de l'inflation ne permettra pas de tenir cet objectif), il reste environ 4 % soit grosso modo 60 millions pour des créations de postes budgétaires de débutants, et 100 millions d'un fond d'intervention destiné à combler, le moment venu, les vides les plus criants. Et encore, ce budget fourre-tout risque de comprendre des sommes considérables affectées au dernier avatar du Plan calcul, destinées en fait à une opération industrielle ponctuelle, et non à une opération de recherche industrielle.
>
> « La croissance réelle de l'effort de recherche restera faible, notamment pour les autorisations de programme, et l'on peut craindre que dans ce contexte le pouvoir ne soit conduit à débudgétiser certaines opérations du programme nucléaire, en faveur de l'industrie privée...
>
> « Comme on le voit, les paroles de Giscard d'Estaing ne l'engagent guère, et les mesures que l'on s'apprête à prendre sont sans rapport avec la dimension du problème. Il nous faut donc définir quelques critères pour caractériser la réalité de l'effort accompli. Lorsque le budget sera officiellement connu, nous jugerons le pouvoir sur l'effort consenti :
> — à l'ensemble des établissements de recherche publics, sans oublier ceux qui n'ont pas de postes budgétaires ;
> — aux problèmes de recherches nucléaires dans le cadre du C.e.a., notamment au niveau de la **recherche** fondamentale, des nouvelles filières et de la **sécurité** ; un effort tout particulier doit être fait dans ce domaine si l'on souhaite à terme aboutir à un développement industriel de l'énergie nucléaire ;
> — à l'intérêt que l'on aura manifesté aux problèmes de la recherche médicale, de la recherche agronomique, ou plus généralement à ceux de la recherche relevant des besoins collectifs ;
> — aux solutions d'ensemble qui seront apportées aux problèmes des personnels de la Recherche.
>
> Enfin nous serons particulièrement vigilants aux opérations de débudgétisation qui risquent de livrer la technologie avancée aux intérêts privés. »

Ces critères permettront de juger d'une politique. Or il n'est même pas besoin d'attendre la parution du budget pour savoir ce qu'il en est : l'asphyxie du C.e.a. après l'adoption d'un programme nucléaire lié à Westinghouse, le démantèlement de la C.i.i. et son absorption par Honeywell et Thomson, la mise en cause du C.n.e.t. (télécommunications) par le choix d'un matériel canadien, le « sauvetage » de l'Institut

→



Pasteur en le liant davantage à l'industrie pharmaceutique, voilà la réalité, voilà les choix.

On pourra colmater quelques brèches, créer quelques postes, lancer quelques opérations « publicitaires ». On ne pourra masquer la réalité : la politique de recherche tend de plus en plus à se faire à l'échelle des grands groupes industriels et des firmes multinationales, quitte à ce qu'elles utilisent, le cas échéant, les recherches qui peuvent être faites ici ou là sur crédits publics : pour les grands, il n'y a pas de petits profits...

L'époque gaulliste est bien terminée. Au temps de « l'ardente obligation du Plan », la recherche s'était concentrée autour de grands programmes. Quatre étaient encore récemment en vigueur : spatial, électronucléaire, informatique, électrotechnique. Qu'en reste-t-il ?

— dans le spatial, il ne reste que l'opération Ariane dont le coût exorbitant n'a guère de justification économique ou sociale ;

— dans le nucléaire, la France s'engage dans un programme incertain et dangereux, faute d'avoir su mener de pair politique de recherche et politique industrielle, sous le contrôle des élus et avec l'accord des populations. En se livrant à Westinghouse, notre pays perd les moyens de choisir entre les diverses solutions énergétiques possibles dans les années à venir (économies d'énergie, énergies nouvelles, diversification des usages et des sources d'énergie, etc...) ;

— dans l'informatique, il faut payer 1 milliard 200 millions de plus pour livrer à Honeywell un potentiel qui a déjà coûté deux milliards dans le cadre du Plan Calcul ;

— dans l'électrotechnique l'absence d'une politique à long terme a été masquée par des subventions dispersées et mal contrôlées ; faute d'un secteur public suffisant en ce domaine, les entreprises privées ne connaissent que la règle de la concurrence au profit des firmes qui disposent des plus larges possibilités d'exportation.

La politique des grands programmes se solde donc par un échec. La situation est d'autant plus grave qu'on lui avait sacrifié tous les autres secteurs : la recherche médicale publique (Inserm, Institut Pasteur...) a dépéri au profit des grands laboratoires (Roussel, désormais lié à Hoechst) ; la recherche agronomique (l'Inra) piétine sans pouvoir bénéficier d'une part des bénéfices qu'elle a pu apporter à l'industrie agro-alimentaire ; les sciences sociales manquent désespérément de moyens : comment faire face aux bouleversements de la vie sociale, à l'urbanisation massive, à la mécanisation du travail, aux conséquences de la scolarisation de masse, à l'allongement de la durée de vie, etc., sans analyser de près les phénomènes afin de trouver les solutions ? La recherche universitaire, qu'elle soit économique ou biologique, littéraire ou scientifique, participe de la crise de l'Université. Comme le disait Jean-Pierre Kahane, dans un article du « Monde » du 21 juin, « le secteur scientifique des universités s'est d'abord développé de façon explosive (N.d.l.r. : au temps du « cher Zamansky »...), puis ce fut la stagnation, et c'est actuellement le reflux ». Et de citer le cas d'Orsay où les contrats fournissent trois fois plus de crédits aux laboratoires que l'université elle-même.

On voit bien ainsi se dessiner une politique ; le maintien d'une certaine dose de recherche — de préférence fondamentale — dans l'enveloppe budgétaire ; la soumission aux critères de rentabilité propres aux entreprises capitalistes pour les divers secteurs de recherche. C'est ainsi qu'on fait aller de pair crise du capitalisme et crise de la recherche...

Le métier de chercheur

Bien entendu, le premier à subir le contrecoup de cette évolution, c'est le personnel de recherche ; qu'il s'agisse des techniciens, des administratifs ou des chercheurs, la situation est la même : une longue période d'incertitude (celle de la thèse ou celle de l'auxiliariat), un système hiérarchique parfaitement au point (les mandarins compensent le manque de crédits par l'excès d'autorité...) ; puis une embauche sur contrat, quand elle ne se fait pas hors-statut ; enfin la lutte pour la vie à l'intérieur d'une équipe ou dans un laboratoire, l'impossible mobilité parce que l'industrie reste libre de ses choix et n'est pas obligée de tenir compte de la formation reçue et parce que tout changement crée une plus grande incertitude. Comment peut-on accepter une telle situation dans une société dite « développée » ?

La recherche est un métier : elle requiert donc une formation, un statut, une sécurité d'emploi, des garanties propres à faciliter la mobilité. La thèse doit cesser d'être l'œuvre de toute une vie pour être seulement une base de départ, à la fois expérience personnelle et preuve pour la collectivité : obtenue trois ou quatre ans après la maîtrise, elle devrait conférer un statut professionnel, reconnu comme tel dans l'Université, les organismes de recherche, les industries... avec les garanties d'indépendance indispensables.

Les socialistes sont solidaires de toutes les luttes qui tendent à revaloriser la recherche et le métier de chercheur. Mais nous savons que la crise de la recherche rejoint plus profondément celle de la science et celle de la société. Dans sa déclaration du 27 juin, le Parti socialiste affirmait clairement :

> « Seul un changement radical de la structure socio-économique de la nation peut permettre de résoudre durablement la crise qui atteint actuellement la recherche scientifique dans notre pays. C'est toute une logique qu'il convient de modifier : la science n'est pas intrinsèquement nocive ou bienfaisante, mais elle est dépendante de l'Etat et des structures économiques : en amont, par son financement et par le choix de ses priorités ; en aval par l'utilisation qui est faite de ses résultats ; elle peut donc être, selon le type de société qui la conditionne, un outil au service de la nation ou l'instrument des grands capitaux...
>
> « Ainsi pourrait être donnée **la priorité aux recherches liées aux intérêts de la collectivité,** notamment dans le domaine de la santé, de l'agronomie, de l'aménagement social et urbain ou des sciences sociales. »

Nous sommes loin ici des déclarations du président de la République, et encore plus loin de ses actes. Quand on vous disait qu'il parlait pour ne rien dire...

la nouvelle revue
socialiste

12, Cité Malesherbes, Paris 9e

Sommaire du n° 10-11 (prix spécial 20,00 F)

DOSSIER : Léon Blum et la QUESTION culturelle, actes du colloque des 8 et 9 MARS 1975.

Articles de : Ernest Labrousse, Louis Bodin, Roger Pagosse, Madeleine Reberioux, Henri Lerner, Jacques Droz, Pascal Ory, Georges Cogniot.

- **« Le nouveau Portugal »,** par Pierrette CHALENDAR
- **Politique monétaire et inflation,** par J.L. VOGLIONI
- **Le Parti socialiste et la réforme de l'entreprise,** par Pierre BEREGOVOY
- **Grenoble : l'action culturelle inachevée ?,** par Jean DUFLOT
- **L'homme à la caméra :** le cinéma du sauve qui peut, par Pascal ORY
- **A propos de l'ouvrage de Jacques DELORS : « Changer »,** par Jean François LEMETT
- **Histoire politique de la revue « ESPRIT » de Michel WINOCK,** par Jean RABAUT.

changer la vie sociale et économique

DEUX VICTIMES

Coup sur coup, deux travailleurs sont morts, victimes de la répression et du harcèlement qui se généralisent dans les entreprises. Le premier, Léopold Bellon, employé à l'Institut médico-pédagogique de Bry-sur-Marne, s'est suicidé le 13 juin. A la suite de son décès, la C.g.t. a dénoncé les méthodes employées dans cet I.m.p., qui « ont coûté la vie à notre camarade ». Le second, Alain Liévin, O.s. à la Française de Mécanique, près de Lens, s'est pendu le 25 juin après que les prud'hommes eurent confirmé son licenciement. D'une santé nerveuse fragile, Alain avait 23 ans. Il n'a pu supporter son licenciement sans préavis, dans cette région où le chômage très étendu, lui laissait peu de chances de trouver un emploi. Il n'a surtout pas supporté l'injustice et l'arbitraire du chef d'équipe qui l'a fait renvoyer.

MITTERRAND A SEGUY

Voici le texte de la lettre adressée par François Mitterrand et dont la lecture lors de la séance de clôture du congrès de la C.g.t. a suscité une vive ovation :

Monsieur le secrétaire général et cher camarade,

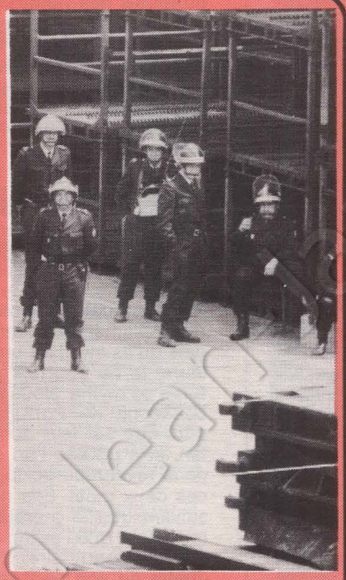
J'avais pensé répondre à votre cordiale invitation — à laquelle le Parti socialiste a été très sensible — en me rendant ce matin au congrès de la C.g.t. Comme vous le savez, une délégation de notre Parti conduite par Pierre Bérégovoy a déjà marqué l'intérêt que nous portons à cette puissante manifestation, mais il m'aurait été agréable de me trouver personnellement parmi vous.

Malheureusement la coïncidence ce matin d'une Conférence nationale du Parti socialiste sur les problèmes de la Région (qui durera toute la journée) et cet après-midi du débat de politique étrangère à l'Assemblée nationale (reporté d'un jour à l'autre par le gouvernement avec beaucoup de désinvolture), débat dans lequel j'interviens, m'empêchera d'assister à votre séance de clôture.

Je tiens, indépendamment de toute autre considération, à vous en exprimer mes regrets et à vous redire l'importance que nous accordons à vos travaux dans la vie de notre pays.

Croyez, cher secrétaire général et cher camarade, à l'expression de mes sentiments bien cordiaux.

CHAUSSON: ECHEC AU PATRONAT



Comme les précédentes, les dernières manœuvres de la direction de Chausson ont échoué : dans la nuit de samedi à dimanche, Michel Poniatowski lui a complaisamment prêté ses C.r.s. pour faire évacuer **manu militari** les ouvriers en grève depuis le 14 mai. Puis un communiqué était publié assurant que le travail pouvait reprendre et convoquant le personnel pour lundi matin. Juste avant de tenter de sortir, à l'aide de quelques nervis, des pièces et des machines de ses usines de la région parisienne pour faire continuer les fabrications, ailleurs.

Cette stratégie n'a pas porté ses fruits. D'abord, autour de l'usine de Gennevilliers, maintenant occupée par les C.r.s., des habitants de cette commune et des travailleurs de toutes les usines avoisinantes sont venus prêter main forte aux salariés de Chausson. De telle sorte que sur 8 camions chargés de matériel prêts à être expédiés à Maubeuge, 4 seulement ont pu quitter l'enceinte de l'usine. Quant à la reprise du travail, la direction doit être déçue. A Asnières, par exemple, les travailleurs ont décrété une fois pour toutes qu'il n'était pas question de rentrer dans l'usine entre deux haies de C.r.s. Sur un total de 8 000 salariés, seuls 400 ont jugé bon de faire exception à cette règle.

Un chiffre dérisoire car il inclut tous les cadres non grévistes.

Pour le moment, la situation reste bloquée dans la mesure où la direction refuse toute réelle concession.

Mardi, une délégation du P.s. menée par Jean Poperen, secrétaire national, Bertrand Delanoe, secrétaire fédéral de la Seine, et Philippe Bassinet, responsable du secteur Entreprise dans les Hauts-de-Seine, est venue apporter son entier soutien aux travailleurs de Chausson.

LE P.S. AVEC CELLES D'ESSILOR

Essilor : une entreprise d'optique, née il y a deux ans de la fusion des sociétés Lissac et Silor, et qui emploie 5 000 ouvriers en France. Dans le Val-de-Marne, depuis le 20 juin, 1 700 salariés d'Essilor ont commencé une grève reconductible toutes les 24 heures. C'est l'été, avec l'approche de la prime, qui a déclenché la colère d'un personnel composé d'O.s. dans sa grande majorité, dont 80 % sont des femmes.

Comment une prime peut-elle provoquer du mécontentement ? Chez Essilor, c'est en fait l'équivalent d'un treizième mois qui est distribué en deux fois aux salariés. Comme il n'y a pas de petits profits, la direction a instauré un système tel que cette prime se trouve amputée pour chaque absence du travailleur, quelles qu'en soient les raisons : maladie, grossesse, etc. Etre pénalisé dans son salaire parce que l'on met au monde un enfant, c'est une injustice que les ouvrières ne sont plus décidées à supporter.

A cette première protestation, d'autres revendications se sont ajoutées : indemnisation de la suppression quotidienne d'une heure et quart de travail, établissement d'une grille unique de classification dans les usines Essilor de toute la France.

A PROPOS DE L'A.C.D.S.

Au sujet de la « Tribune libre » « Des patrons et des chiens » réalisée par le P.s. pour F.r.3 le 25 juin, un télespectateur nous écrit : « J'ai moi-même été employé, durant des mois de cette société d'Intérim, l'A.c.d.s., véritable exploitation peu consciente de la misère humaine et n'ayant qu'un seul objectif : profiter au maximum de son personnel, gardiens et surveillants, eux-mêmes plus occupés par la divine bouteille que par la défense de leurs intérêts... Ayant accepté différents postes de gardien de nuit dans les usines de la périphérie, j'ai appris, après enquête, que la C.i.i. versait par jour à l'A.c.d.s. 50 F par gardien présent, nous payant la ridicule somme de 16 F pour 12 heures de service de nuit... A la suite de problèmes de santé, j'ai donné ma démission à l'A.c.d.s. qui a refusé de me payer les jours de congé auxquels j'avais droit et de me rembourser mes cartes de train. C'est grâce à l'inspection du travail, 5, rue d'Aligre, Paris (12ème) que j'ai eu la possibilité d'attaquer l'A.c.d.s. en prud'hommes ».

Pour mémoire, rappelons que l'A.c.d.s. (Agence Centrale de Service, voir « l'Unité », nº 164) est cette entreprise intérimaire qui a loué ses nervis et ses molosses à la direction des Usines Chausson pour investir l'usine d'Asnières après l'évacuation des travailleurs par les C.r.s.

«LAISSER LES DRAPEAUX AU VESTIAIRE»...

Portugal

De notre envoyé spécial

Mario Soarès, secrétaire général du Parti socialiste portugais, et Alvaro Cunhal, secrétaire général du P.c.p. ont accepté de participer mercredi dernier à un débat politique sur les écrans d'Antenne 2. Le geste est significatif pour nous, Français, à qui il permet de mieux comprendre la situation portugaise. Il est plus important encore pour le Portugal. Il illustre la volonté de rapprochement manifestée depuis plusieurs jours par les deux partis. Le ton était le même, depuis le communiqué du Conseil de la Révolution, au Parti socialiste et au Parti communiste. Il peut se résumer ainsi : « Ce texte est une base de discussion dans un moment où l'entente est plus nécessaire que jamais... »

Mais peut-on, en quelques semaines, effacer les rancœurs accumulées depuis plusieurs mois ? En fait, chacun attend de l'autre qu'il fasse le premier pas. Tous ont du mal à croire à la bonne foi de leur interlocuteur. Le P.c. continue de croire que certains aspects de la politique du P.s. se prêtent à des manœuvres de la réaction. Les socialistes eux, considèrent que si le P.c. persévère dans son comportement antidémocratique, l'entente est impossible.

« Si je ne suis pas au P.c. c'est parce que je pense que le Parti socialiste est mieux. Mais je ne suis pas anticommuniste, je ne l'ai jamais été et je ne le serai jamais. Si j'étais anticommuniste, d'ailleurs, je ne pourrais pas être socialiste. » Mon interlocuteur est ouvrier à l'U.t.i.c. (entreprise de métallurgie automobile). Il a été candidat député pour le Parti socialiste. Il me parle en temps que membre de la commission syndicale de l'usine. En nombre égal, au coude à coude, communistes et socialistes ont, ensemble, créé une forte structure de contrôle de l'administration. Leur ligne de conduite est simple : « Nous laissons nos drapeaux de parti à l'entrée. Seule nous anime la défense des intérêts des travailleurs. Dès avant le 25 avril, ajoutent-ils, c'est à l'unité que nous avons dû toutes nos victoires. »

J'entendrai le même écho dans une réunion de paysans socialistes à Béja, au siège du P.s., lorsqu'un salarié, parlant des syndicats agricoles a dit, devant deux députés de son parti qui approuvaient : « Les partis, on s'en fout. Ce qui compte, c'est la défense des intérêts de la classe. »

"Apartidaire", "pluraliste"

« Apartidaire », « pluraliste », ces mots reviennent tellement souvent dans la bouche des Portugais qu'ils méritent une explication. Ils volent de leurs, je ne pourrais pas être socialiste. » Mon force de mythe. Nous pouvons rester sceptiques, beaucoup de Portugais y croient. Ils finiront peut-être par leur donner vie. Ils ne peuvent, en fait, être utilisés l'un sans l'autre. La silhouette de la révolution portugaise se définira aussi par ces deux mots. Elle n'aura pas le même visage suivant que le premier ou le second sera plus important que l'autre.

« Etre apartidaire, c'est ne jamais utiliser l'étiquette de son parti dans les discussions, c'est surtout s'attaquer aux tâches concrètes », m'a-t-on dit dans une caserne, mais aussi dans une usine, dans des bureaux. Mon scepticisme n'a rien freiné. « C'est la seule façon aujourd'hui de parvenir à l'unité dont nous avons tant besoin », ajoutait-on toujours. « Etre pluraliste, c'est accepter de travailler avec tout le monde. Il est bien entendu que chacun garde ses options politiques. C'est enrichissant. » Beaucoup de travailleurs y croient, même s'ils sont inscrits dans un parti. Mais leurs directions peuvent-elles l'accepter ? Et les militaires ?

« Une des preuves que nous sommes dans un pays européen, me disait un intellectuel antifasciste, c'est la force des partis politiques, leur nécessaire existence vu notre structure sociale. Le parti unique n'est pas possible ici comme il peut l'être ailleurs. Cunhal et Soarès ne peuvent baisser les bras. Ils sont amenés à s'opposer dans la mesure même ou ils sont convaincus de la nécessité et de la justesse de leur action. Ils ont raison, d'ailleurs. J'espère seulement qu'ils comprendront vite qu'après avoir justifié leur existence par la critique de l'autre, ils doivent maintenant justifier leur raison d'être par leur volonté unitaire. »

« Vous, Français, ne pouvez pas comprendre notre situation ajoutait-il. Vos institutions sont stables et la révolution encore lointaine. Chez nous, elle est à l'ordre du jour. Ça change tout. » Il a beaucoup insisté pour me faire comprendre que ce qui serait scandaleux et inadmissible aujourd'hui chez nous peut l'être moins dans la situation que vit le Portugal. « Les gens confondent trop souvent, concluait-il, les nécessaires tensions entre partis politiques avec les affrontements de Benfica et du Sporting qui les ont passionnés pendant cinquante ans. »

L'existence des partis politiques n'est pas en question aujourd'hui. C'est le sens de la réaffirmation par le Conseil de la Révolution de la voie pluraliste. Mais tout le monde s'interroge sur leur rôle. Tel est le sens de la proclamation du M.f.a., comme « Mouvement de libération du peuple portugais » et de la mise en place des structures unitaires de base.

Peuple, partis politiques, M.f.a., tous ont leur mot à dire directement et indirectement dans la démocratie portugaise. Et tous sont d'accord pour qu'il en soit ainsi. S'il est un point de convergence aujourd'hui au Portugal, c'est celui-là.



Un "ancien" du Mozambique raconte...

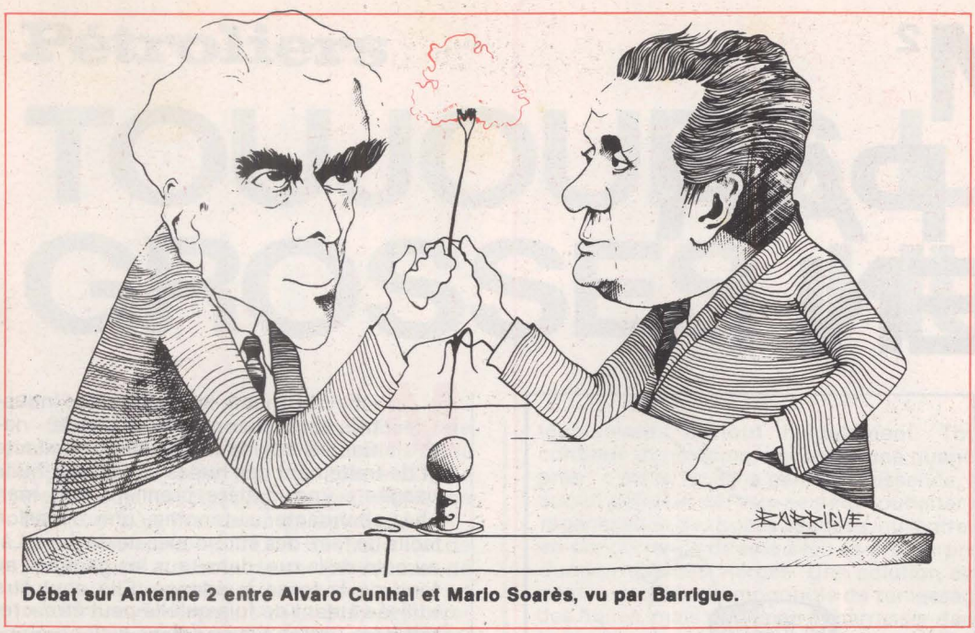
« Ils sont indépendants depuis une heure. Ça y est. Quand je pense que je me suis battu pendant deux ans et que j'ai failli en crever pour que ça n'arrive pas ! » L'homme éclate de rire, lève son verre et le boit d'un trait. Nous sommes dans un appartement des faubourgs de Lisbonne. Une dizaine de garçons chantent des chansons populaires en s'accompagnant à la guitare. Deux d'entre eux ont combattu au Mozambique ; ils en parlent, ils en rient et ils le chantent, retrouvant les strophes subversives que les bidasses chantaient dans le « mato », sur le terrain.

« Lasciate ogni speranza voi qu'entrate » (« Vous qui entrez ici laissez toute espérance »). Ce vers de Dante, le premier de « L'Enfer », en lettres blanches sur fond rouge, surplombait l'entrée du fortin que commandait l'un d'entre eux. Plus d'un officier supérieur est passé dessous sans jamais oser rien dire. « Une question de rapport de forces, précise l'ancien milicien. J'avais 120 hommes armés sous mes ordres. » Un général s'est contenté de lui faire enlever l'affiche du Che qui était dans sa chambre.

Ils étaient quatre officiers miliciens intellectuels et leur poste était connu comme « l'université de Cantina ».

Grâce à des contacts avec le Frelimo, il n'a pas eu un seul mort en deux ans de «combats ». Les sorties consistaient à aller camper à deux kilomètres du fort. Les soldats lisaient des livres de cow-boys pendant que les officiers accouchaient d'un rapport fertile en accrochages imaginaires : « Tant de morts chez l'adversaire, tant de balles tirées (qu'ils gâchaient en fait à la chasse tous les soirs), difficulté à suivre l'ennemi à la trace dans une rivière, etc. » Le Frelimo, de son côté, faisait des rapports sur ces accrochages. Tant et si bien que, grâce à des documents pris sur des prisonniers, les autorités portugaises ne pouvaient avoir de doutes sur la valeur de ce jeune officier milicien qui cassait tant de Noirs sans perdre un seul de ses hommes. Lui-même et sa compagnie tout entière ont été cités à l'ordre du haut commandement au Mozambique.

Sur le revers de sa chemise, il porte maintenant un bel insigne vert, rouge et jaune et vient de s'inscrire à l'Association d'amitié Portugal-Mozambique.



Débat sur Antenne 2 entre Alvaro Cunhal et Mario Soarès, vu par Barrigue.

L'institutionnalisation du M.f.a., étant acquise, la lutte n'est pas pour savoir si la Constitution consacrera l'existence d'une démocratie parlementaire ou d'une démocratie directe, mais pour savoir quel rapport établir entre ces deux formes d'expression politique également nécessaires.

Une question de rythme

Ce qui compte le plus dans une révolution, c'est le « tempo ». Personne ne parle des problèmes du « rythme » auquel on avance, choisissant de s'affronter sur les objectifs lointains. Ceux-ci sont pourtant, aujourd'hui, au centre des problèmes du Portugal. D'abord parce que la crise économique et la détérioration de l'appareil fasciste et monopoliste avancent plus vite que la prise de conscience de la majorité de la population. Ensuite, parce que c'est essentiellement sur le rythme et l'analyse du moment que les membres du Conseil de la Révolution se sont mis d'accord.

« La Révolution avance au rythme de la prise de conscience des masses », me disait un ouvrier. Il concluait aussitôt qu'il fallait concentrer l'effort sur la « dynamisation ». Le M.f.a. ajoutait-il, devrait subventionner deux mille conteurs d'histoires (« chanteurs, ou enchanteurs », ajoutaient ses voisins) qui parcourraient le pays et, tels des échardes, s'infiltreraient sous la corne de la tradition. « Il est certain qu'aujourd'hui, outre l'opposition entre révolutionnaires et réactionnaires, des ruptures apparaissent entre ceux qui s'essoufflent et ceux qui veulent accélérer. Voilà pourquoi le Conseil supérieur de la Révolution a décidé, non de freiner, mais de « décélérer ». De même que ses membres sont d'accord pour dire que partis politiques, M.f.a. et structures unitaires de base peuvent et doivent contribuer à cette prise de conscience.

La crise économique n'attend pas. Le communiqué du Conseil de la Révolution publié la semaine dernière est d'une grande clarté. Il souligne l'existence de « trois points critiques fondamentaux » dans le domaine économique : le déséquilibre accentué de la balance des paiements, le chômage et la baisse de la production interne.

« Cette situation est très grave, mais ne doit pas faire peur », poursuit le communiqué, car « elle correspond effectivement à une phase sociopolitique d'élimination des erreurs du capitalisme monopoliste et latifundiaire à laquelle s'ajoute la crise du capitalisme international. » Les ennemis du processus portugais ont beau jeu de fustiger la situation économique du pays. Elle n'était pas évitable à partir du moment où les Portugais décidaient de s'en prendre directement aux bases économiques du fascisme. Surtout dans la situation internationale de 1974-75. Les causes de la crise économique sont largement politiques, les remèdes aussi, pensent les militaires qui poursuivent : « Il est indispensable (pour en sortir) que le peuple portugais prenne énergiquement en charge la construction du nouveau système économique socialiste et que les classes travailleuses décident consciemment d'opter entre le socialisme, avec les sacrifices relatifs et temporaires qu'exige sa construction, et le capitalisme avec toute l'exploitation et l'oppression qui lui sont inhérentes. »

« Politique de vérité », « mesures réalistes », le « peuple travailleur » s'il veut vraiment le socialisme doit être prêt à accepter le ralentissement de l'augmentation des salaires, la diminution du volume des importations, l'austérité dans la consommation, l'augmentation de la production interne.

L'équipe économique du gouvernement provisoire et les ministres sans portefeuille représentant les partis politiques devront à partir des constats faits par le Conseil de la Révolution discuter et mettre au point avant la fin juillet une stratégie de développement et un système économique correspondant à la situation. Les trois aspects les plus importants en seront : contrôle organisé de la production par les travailleurs, planification et décentralisation des efforts de développement.

Le test économique

C'est là où l'économique et le politique se rejoignent. Le Conseil de la Révolution réaffirme sa volonté de construire le socialisme dans le pluralisme pour mieux demander aux partis politiques de s'entendre sur une solution économique. Il parle de « test. » Un journal parle, lui, « d'examen sans repêchage ». Parallèlement, le M.f.a. favorise la mise en place de structures unitaires de base dont il attend qu'elles soient des « facteurs d'unité populaire et de dépassement des contradictions existant au niveau des structures politiques de sommet ». Il est clair qu'elles pourraient être amenées à jouer un rôle plus important dans le futur.

La crise économique va très vite. Voilà le drame. C'est la carte jouée d'ailleurs par les Américains. Elle va si vite qu'elle exigera bientôt des réponses tranchées. Trop tôt pour que qui que ce soit, sous quelque forme que ce soit, ait vraiment eu le temps de pénétrer en profondeur dans tout le pays, de gagner l'adhésion profonde des masses. Comme un travailleur qui aurait porté un lourd fardeau trop longtemps, le peuple portugais a du mal à se relever de 48 ans de fascisme.

« Une opération chirurgicale sera un jour nécessaire, dit un journaliste « indépendant ». Avant la fin de l'année sans doute. Or seuls les militaires ont les bistouris. Ils ont en outre la légitimité de ceux qui ont renversé le fascisme. » Le problème pour les partis politiques est de trouver comment guider leurs mains en imposant la légitimité de leur support populaire.

« Le pouvoir est à prendre et c'est ce qui m'inquiète », m'a dit un dirigeant politique qui constatait avec amertume : « La situation nous est théoriquement favorable, mais nous n'avons pas les griffes suffisantes pour nous en saisir. »

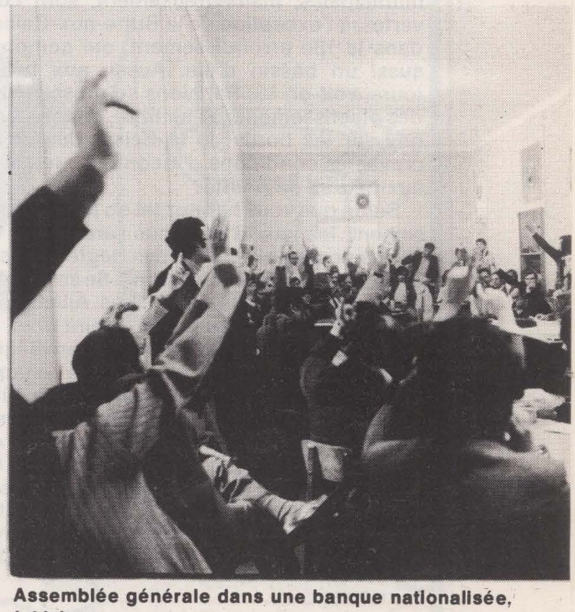
MAURICE FABIEN



Conseil de travailleurs aux chantiers navals de Lisnave...



...et chez Timex, à Lisbonne.



Assemblée générale dans une banque nationalisée, à Lisbonne.

UN CM² D'EAU PAR PARISIEN !

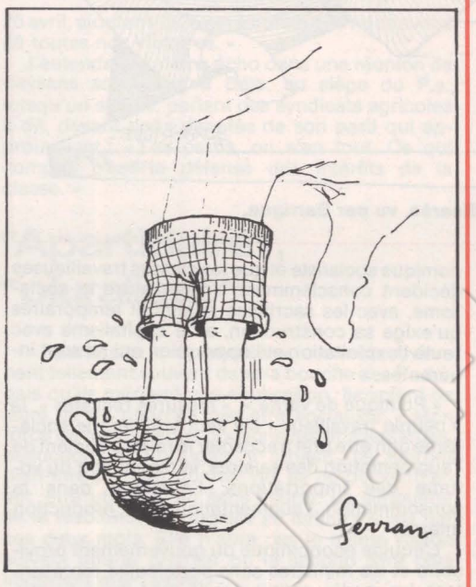
Quand vient l'été et que Paris étouffe, tout le monde a envie de faire un plongeon dans une piscine. Mais ce n'est pas si simple : on a construit ces établissements au compte-gouttes. Il existe dans la capitale environ 70 bassins, publics ou privés, couverts ou découverts, cela pour deux millions et demi d'habitants. En prenant une moyenne de 400 m2 d'eau par bassin, cela ne fait guère plus d'un centimètre carré d'eau par personne. Heureusement que les vieillards et les nouveaux-nés ne se baignent guère : peut-être ainsi peut-on atteindre 2 cm2, voire un peu plus. De quoi se plaint-on ?

Le plus grave, c'est la carence de l'équipement public : il y a seulement 13 piscines municipales et leurs horaires sont très variables selon les jours, en raison des périodes réservées aux enfants des écoles. Outre qu'elles sont d'un accès difficile à cause de ces horaires, elles sont le plus souvent sinistres et vétustes et l'on a davantage l'impression de descendre au tombeau que d'aller se baigner. Les efforts de décoration sont rares. Le seul aspect positif est la modicité du prix d'entrée (3,50 F). Mais c'est une piètre consolation. A ces établissements s'ajoutent les piscines concédées, qui ont les mêmes caractéristiques dans la plupart des cas et qui sont au nombre de 7. Leurs prix est un peu plus élevé. Une vedette parmi elles : le stade Georges-Vallerey, dans le 20e arrondissement, plus connu sous le nom de piscine des Tourelles.

Les autres piscines sont privées et pratiquent des tarifs d'entrée qui ne sont pas à la portée des bourses modestes. Quand encore il ne s'agit pas de véritables clubs où il faut montrer patte blanche. Les bassins découverts se comptent sur les doigts d'une seule main. La quasi-totalité des piscines municipales, malheureusement, sont couvertes, à l'exception de la Butte-aux-Cailles, dans le 13e arrondissement, qui comporte aussi un bassin d'été. Aussi, aux beaux jours, voit-on les Parisiens se presser dans des établissements à l'air libre, comme Deligny sur les bords de la Seine, dans d'incroyables conditions d'inconfort : le métro aux heures de pointe.

Selon que vous habitez tel ou tel arrondissement, les jeux d'eau vous seront plus ou moins accessibles. Il y a des degrés dans la pénurie. Les 1er, 2e, 3e, 4e, 6e, 8e sont pratiquement dépourvus de piscines. Ailleurs, il y en a une ou deux. Quand on atteint trois, on peut considérer que le secteur est privilégié.

Malgré les visites qu'effectue chaque mois le Laboratoire d'hygiène de la Ville, dans la majeure partie des établissements la propreté laisse souvent à désirer : l'eau est trouble, les cabines mal entretenues. On peut y récolter des maladies certes bénignes, mais désagréables : verrues plantaires, dermatoses, affections rhinopharyngées, conjonctivites... Les maladies de l'appareil respiratoire et des yeux sont souvent dues à la présence excessive de désinfectant. Ces visites mensuelles sont insuffisantes et le Laboratoire d'hygiène est parfois amené à faire fermer un établissement qui ne répond pas aux normes, quand ce ne sont pas les services de sécurité qui l'exigent. Lutétia a ainsi disparu de la nomenclature et et le Royal, quai des Tuileries, est resté fermé de longues semaines. L'entassement, évidemment, n'arrange rien.



Les pouvoirs publics font appel à la discipline des usagers, mais ne devraient-ils pas plutôt multiplier le nombre des piscines par deux ou par trois ? Depuis des décennies, on n'a pas construit de nouveaux bassins, à l'exception de ceux de l'ensemble omnisports de Maine-Montparnasse, récemment inauguré, et de la piscine Saint-Merri, qui le sera prochainement. Deux piscines en 30 ans, c'est peu ! On en a prévu aussi dans les îlots en cours de rénovation, mais personne n'en voit la couleur. Ce sont elles qui viennent en dernière position. A croire que faire quelques brasses est un luxe réservé à des privilégiés ou à des audacieux prêts à affronter les aléas des établissements qui existent.

La Ville de Paris néglige bien à tort un secteur important de son patrimoine. Le « droit à l'eau » est légitime et il appartient aux Parisiens de le faire valoir. Entre autres gaspillages et opérations discutables, on distribue assez de crédits pour d'autres opérations moins utiles, comme certains aménagements de voirie. Vieille logique du Pouvoir et de sa majorité, pour qui l'automobile et l'encouragement à la spéculation sont les deux colonnes du temple. Alors, leur parler de la santé et des loisirs de la population parisienne...

JACQUES DESEYNE

Michel d'Ornano, le ministre de l'Industrie, aurait eu une idée. Celle de « nationaliser » les entreprises de collecte et de traitement des huiles usagées. L'huile usagée : une matière première bon marché, abondante, autonome, une occasion facile de faire des économies de devises. Là, au coin de la rue, dans tous les garages, au fond de la fosse à vidange. Elle peut être utilisée autant de fois qu'elle peut être « re-raffinée », c'est-à-dire autant qu'il en reste, sans perdre une seule de ses qualités. Au contraire : l'huile usagée régénérée, c'est un vêtement nettoyé, assoupli, remis à neuf. Renault, les Charbonnages de France, la sidérurgie, la R.a.t.p., des écuries de courses automobiles utilisent de l'huile re-raffinée. Volontairement. Et nous aussi, parfois, involontairement cette fois : mélangée à l'huile « vierge ». Si vous ne le croyez pas, lisez les indications portées sur votre bidon d'huile : nulle part ne figure la mention « huile vierge ». Vous la payez cependant au prix d'un produit neuf.

Car l'huile de vidange est régénérable à 70 %. Pourtant, sur les 450 000 tonnes consommées en 1972, dont 200 000 récupérables, 70 000 seulement ont été traitées. Un oubli ? Non, un gaspillage extravagant. Et savamment organisé. L'huile usagée devrait circuler librement sur le marché, en affichant sa qualité. Et, surtout, en diminuant ses prix. Pour régénérer l'huile, il faut la confier à un professionnel de la régénération : un régénérateur. Activité reconnue, indispensable. Et qui n'a qu'un défaut, mais de taille : celui de gêner une autre profession. Celle des pétroliers.

STAGE NATIONAL DE FORMATION

THEME : CONNAISSANCE DU CAPITALISME
Date : du 21 au 26 juillet
Lieu : Barcarès (Pyrénées-Orientales)
Animateurs : Jean-Paul Bachy, Maurice Benassayag, Gerard Delfau, Christian Goux, Philippe Machefer, Yvette Roudy, Dominique Taddei.

Initiation à l'expression orale avec magnétoscope, l'après-midi. Soirées : forums politiques.

Ce stage s'adresse en priorité aux camarades responsables de secteur d'animation au niveau fédéral et de section. Conditions : pension complète : 46 F par jour. Logement : Village Vacances — Garderies d'enfants — Plage. Piscine. Préciser avec la demande d'inscription le niveau de responsabilité et (éventuellement) le nombre d'enfants.

Ne seront retenues que les inscriptions accompagnées d'un versement d'arrhes de 100 francs.

S'inscrire avant le 10 juillet auprès du secrétariat national à la Formation.

Pétroliers

TOUJOURS LES GROSSES HUILES

Simple problème de mathématiques : une tonne d'huile achetée aux industriels de la régénération, cela fait une tonne d'huile vierge que les compagnies pétrolières ne vendront pas. Prenez un garagiste de la région parisienne, ou de La Rochelle, ou de Marseille. Il a besoin de se débarrasser de son huile de vidange. Justement passe un camion de ramassage : celui d'un régénérateur, qui vient chercher sa matière première. A trois centimes le kilo, le garagiste va vendre un déchet qui l'encombre, le régénérateur va faire son métier, tout est parfait.

Mais les pétroliers ne sont pas de cet avis. Ces dernières années, ils se sont livrés à un petit ballet plutôt embrouillé avec les garagistes : chaque fois qu'ils apprenaient qu'un régénérateur achetait l'huile usagée à trois centimes, ils en offraient six. Acceptation, gratitude et reconnaissance du garagiste. De courte durée. Car, dès que le régénérateur évincé avait perdu son marché, les pétroliers diminuaient leur prix de revient au garagiste — qui, entre temps, avait été obligé de signer un contrat d'exclusivité draconien avec eux. Le tout par l'intermédiaire d'une Société de ramassage et de récupération des huiles usagées (S.r.r.h.u.). Les actionnaires ? Au hasard : B.p., Antar, Shell, Esso. L'huile usagée, naturellement, était directement déversée dans une rivière ou dans une décharge publique, afin que personne ne puisse avoir l'idée choquante de la régénérer. Bilan : 20 % de la pollution des eaux.

En 1967, un régénérateur porte plainte contre les agissements de la S. r.r.h.u. La commission des ententes créée par le ministre des Finances de l'époque, Valéry Giscard d'Estaing, pour régler les problèmes de concurrence, est saisie. Enquête. Ses conclusions paraîtront en 1973, plus de six ans après. Elles sont étonnantes : oui, la S.r.r.h.u. se livre à des pratiques condamnables, c'est vrai, mais personne n'est parfait ; aussi, à partir d'aujourd'hui, garderons-nous un œil sur elle, pour la surveiller et la punir. Le dossier est soumis au ministère de l'Environnement d'alors. Aujourd'hui, le ministère de la Qualité de la vie et la commission des ententes continuent à surveiller la S.r.r.h.u. qui, pourtant, ne se porte pas trop mal. Tandis que l'actuel ministre des Finances continue à parler d'économies d'énergie...

C'est que l'exemple vient de haut, et de loin. La S.r.r.h.u. est une invention terriblement rétro du gouvernement de Vichy. Juin 1940 : pénurie d'essence. Une loi réserve la fourniture d'huiles neuves aux entreprises correspondantes d'huiles usagées. Entrée en scène des pétroliers : ils demandent à devenir partie prenante, avec les régénérateurs, au sein d'une société unique, qui détient — provisoirement — le monopole du ramassage et de la récupération des huiles usagées. La S.r.r.h.u. La suite est prévisible : le 15 juin 1954, la S.r.r.h.u. perd son monopole légal. Distraits, les pétroliers ne s'en aperçoivent pas. J'y suis, j'y reste, même illégalement. Surtout illégalement. Tout continue donc comme avant, à une nuance près : c'est la fin de la pénurie d'essence, et aucun pétrolier sérieux ne peut souhaiter la régénération des huiles usagées, qui entrent en concurrence directe avec sa propre production d'huiles vierges. Une solution évidente : profiter du monopole de ramassage des huiles, mais pour s'en débarrasser dans la nature.

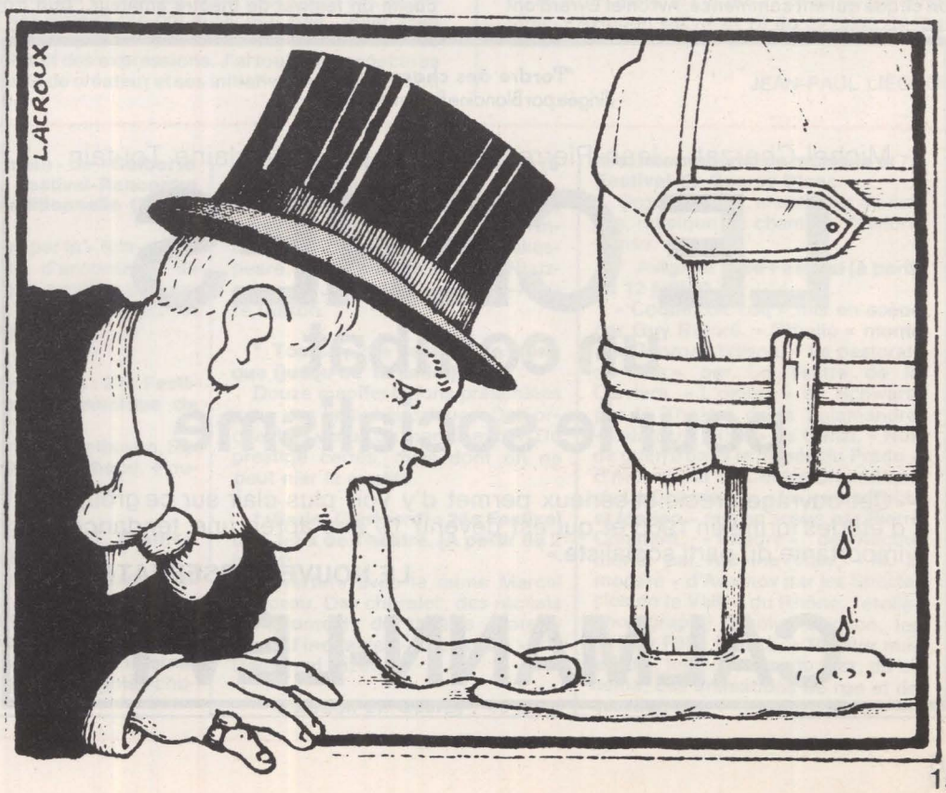
Tout fonctionne parfaitement : je ramasse en cassant le marché, je pollue, je vends mon huile vierge. Jusqu'en 1959. Cette année-là, les quantités d'huiles usagées disponibles sur le marché sont supérieures aux possibilités d'écoulement de la S.r.r.h.u. Les régénérateurs relèvent la tête : ils sont prêts à absorber tout le marché, et vont jusqu'à parler de la création d'une association professionnelle couvrant tout le territoire. Alerte chez les pétroliers. Le clignotant s'allume, la réponse tombe. C'est un ultimatum : si vous perturbez nos affaires, disent les compagnies pétrolières aux régénérateurs, nous prendrons des mesures de rétorsion. Le chantage réussit : on ne se brouille pas avec l'Establishment industriel. Résultat : en 1960, un protocole d'accord est imposé aux régénérateurs par les gérants de la S.r.r.h.u. : défense de régénérer plus de 40 000 tonnes d'huile par an. Le surplus sera brûlé en raffinerie, en guise de... mazout de chauffage.

Bilan : 300 000 tonnes d'huiles usagées parties en fumée depuis 15 ans, à 400 F la tonne, pour préserver les bénéfices des pétroliers. Et l'établissement d'une situation parfaitement illégale, puisqu'une loi de 1956 interdit formellement le brûlage des huiles usagées : c'est dangereux.

Broutilles. La direction des Carburants accorde une dérogation aux pétroliers. Et, depuis que les conclusions de la commission des ententes ont rendu la S.r.r.h.u. plus prudente, l'administration ferme les yeux avec bienveillance sur l'arrivée illicite, dans les garages, d'ingénieux gadgets importés d'Allemagne : des poêles à huile de vidange. Puisqu'il est interdit de les fabriquer en France...

Les garagistes sont donc invités à se chauffer économiquement, simplement en pompant dans la fosse à vidange. Jusqu'à la première explosion grave, prévisible, qui attirera l'attention sur ces étranges complaisances. Car il ne faut pas se leurrer : un kilo d'huile de vidange brûlée dans le poêle d'un garage, c'est un kilo d'huile régénérable que les régénérateurs n'auront pas. Et comme, malgré tout, les voitures consomment de l'huile, pourquoi ne pas utiliser celle que vendent les pétroliers ? Seulement, la petite guerre que mènent « indépendants » et grosses sociétés devient parfois gênante. D'autant que certains garagistes préfèrent encore jeter « dans des trous » leurs huiles usagées. Ils ont ainsi moins d'ennuis. Tant pis si cela pollue. C'est pour cela qu'au ministère de l'Industrie on travaille sur un plan d'assainissement de la profession. On cherche à éviter les bavures sans faire de peine aux pétroliers. Difficile ? Pas tant que cela. On pourrait « nationaliser » le ramassage et faire brûler par les pétroliers les huiles collectées. Preuve que d'Ornano à des idées.

COLETTE GUTMAN



Action culturelle

La ville où il se passe toujours quelque chose

De notre envoyé spécial

« Le Festival, monsieur, mais il n'intéresse pas les Avignonnais ! » Sûr de lui le garçon de café sert, sur la place de l'Horloge, son centième pastis en une heure : « Je vais vous dire ; le Festival c'est bon pour Paul Ricard, pour mon patron et pour moi ; parce qu'on vend ça avec de la glace aux Parisiens et aux étrangers. Mais les gens d'ici, les spectacles, ils ne vont pas les voir. » Le garçon se trompe. Il ânonne une de ces idées fausses qui font les belles légendes. Et, en l'espèce, laissent à penser à l'opinion qu'en dehors de la période 14 juillet-15 août (période habituelle du Festival) Avignon est une ville morte, sans âme et sans vie culturelle.

Aux bruits — mensongers — de la rue, Henri Duffaut, député-maire socialiste de la Cité des Papes, répond avec bonhomie : « Avignon compte 100 000 habitants. Certains jours, dans ses 65 lieux, le Festival attire 10 000 spectateurs. Je ne connais pas une ville de France qui puisse prétendre envoyer chaque soir 10 % de sa population au spectacle ; et ce pendant un mois. Nous sommes plus modestes : les services de billeterie du Festival ont simplement pu constater que, sur toute la durée des manifestations, 15 % des places sont achetées par des Avignonnais... » Paul Puaux, successeur de Jean Vilar à la direction du Festival, confirme cette tendance : « Notre manifestation est à 80 % provinciale ; le public parisien et étranger ne constitue que 20 % de la billeterie ; et d'année en année nous assistons à une régionalisation grandissante : les spectateurs viennent désormais essentiellement du Sud-Est, dont une bonne partie du Vaucluse et d'Avignon même. »

L'enracinement évident du Festival dans la ville et dans la population n'est pas le fait du hasard. Paul Puaux le rappelle : « Depuis des années déjà, nous avons une bonne part de nos activités sur les quartiers d'Avignon. C'est Ariane Mnouchkine et son cirque qui ont commencé. Avron et Evrard ont continué avec leurs sketches. Et Jean Hurstel a organisé des animations, des stages et des spectacles dans le quartier de la Croix des oiseaux. Toutes ces interventions ont été autonomes et spécifiquement avignonnaises. Les festivaliers « étrangers » qui ont voulu y assister ont dû se détourner du chemin des salles habituelles et s'enfoncer dans la banlieue... Nous continuerons dans ce sens cette année, notamment en envahissant le Parc de Chamfleury, situé en dehors des murs de la ville : en liaison avec trois animateurs avignonnais et les associations de quartier, nous avons rassemblé, autour de deux chapiteaux et d'un foyer de jeunes travailleurs, un ensemble de spectacles qui constitueront presque un second festival, indépendant de l'autre. En plus, tous les soirs, la troupe du Turc Mehmet interviendra dans les rues ; et les trois spectacles du Centre dramatique de La Courneuve iront sur les places, dans les cours d'immeubles et au cœur des entreprises. »

Chaque soir de l'année

L'équipe d'animation du Festival ne pense pas à la population locale seulement en juillet-août. Autour d'elle s'est constitué un « Conseil culturel » qui est le véritable centre d'animation culturel permanent de la ville. Toutes les associations et tous les animateurs se sont regroupés en son sein : ils peuvent utiliser toute l'année le matériel technique du Festival. « Nous ne sommes pas seulement des conseillers techniques, dit Puaux. Nous participons sans cesse à la vie culturelle de la ville. Un projet naît-il, nous fournissons ici la sonorisation, là l'éclairage, ailleurs le papier à entête, la ronéo, le téléphone, le matériel d'exposition, etc. La salle des Pénitents blancs que nous avons aménagée pour le Festival est désormais ouverte chaque soir de l'année ; s'en sert qui en a besoin. En mai dernier, par exemple, elle a accueilli un festival de théâtre amateur : huit troupes, toutes avignonnaises... Certains ont coutume de dire qu'il ne se passe rien en Avignon en dehors du Festival. C'est faux. Le Festival n'est qu'un temps fort parmi d'autres événements. Au début, le Festival a suscité des choses. Maintenant, il est presque débordé. Récemment, à Avignon, durant le même mois, on a pu applaudir Pierre Henry et Olivier Messiaen. Je crois que le Conseil culturel a surtout permis de combler le fossé entre les institutions traditionnelles de la ville et les institutions nouvelles nées du Festival. Par exemple, je suis moi-même associé, maintenant, à la direction du Théâtre municipal. Mieux : naguère, le Ballet de l'Opéra d'Avignon se contentait d'illustrer des opérettes ; depuis quelque temps, il produit aussi un travail de recherche qu'il montre à la chapelle des Pénitents blancs. »

En une phrase lapidaire, Henri Duffaut confirme cette description : « Les soirs, en Avignon, il se passe toujours quelque chose. » Ce n'est pas une simple formule. Voici le « menu » culturel qu'un Avignonnais s'est vu offrir pour le seul mois d'avril 1975 : au cinéma, « Histoires d'A », « Le loup des steppes » de Fred Haines, « Guernica » d'Alain Resnais, « Amarcord » de Fellini, « Mort à Venise » de Visconti ; à l'Opéra, « Le pays du sourire » de Lehar, un spectacle de ballets, « Roméo et Juliette » de Gounod et « Le mariage de chiffon » de Goublier, en création mondiale ; au théâtre, « Le malade imaginaire de Molière » dans une mise en scène de Jacques Charron, la création de la pièce d'André Benedetto « Ordinateur pour Safari », des rencontres de théâtre amateur et des spectacles pour les enfants ; à quoi il faut ajouter une conférence-débat sur la Chine, des concerts et des expositions. Quelle ville de 100 000 habitant peut se targuer d'une telle affiche ? La Ville consacre 11% de son budget à la culture et investit le tiers de ce pourcentage dans le financement du Festival. « Mais attention, fait remarquer Duffaut, nous avons d'importantes recettes festivalières ; ce qui réduit considérablement le coût du Festival ; au bout du compte ce Festival ne « pompe » que 4 ou 5 millièmes de la totalité du budget de la commune. » Seuls en seront marris ceux qui prétendaient que les impôts locaux étaient élevés à cause du Festival. A Avignon comme ailleurs, les impôts locaux augmentent parce que l'Etat se décharge de ses obligations sur les collectivités locales.

Toujours aussi peu aidés

Au coin des lèvres de Duffaut pointe un sourire : « L'an dernier, lors du 28e Festival, Michel Guy, secrétaire d'Etat à la Culture, et Valérie-Anne Giscard d'Estaing, attachée de presse de ce ministère, ont passé une quinzaine de jours dans nos murs. Que je sache, leur plaisir artistique n'a entraîné aucun changement de l'attitude de l'Etat par rapport au Festival : nous sommes toujours aussi peu aidés. Question d'habitude : depuis 28 ans nous nous débrouillons sans subvention, ou peu s'en faut. Certes il y a les apports indirects : le secrétariat subventionne les troupes que nous accueillons ; mais c'est nettement insuffisant. Je ne donnerai qu'un exemple : nous avions envisagé d'organiser une édition du Festival autour de Maurice Béjart ; nous devions investir 8 millions de nouveaux francs ; l'Etat nous octroyait généreusement 500 000 de ces francs ! Malheureusement, la vie culturelle d'Avignon ne dépend guère que des choix budgétaires de la municipalité... »

Les choix de Duffaut sont clairs : malgré l'atti-

"l'ordre des choses"
dirigée par Blandine Barret-Kriegel

Michel Charzat - Jean-Pierre Chevènement - Ghislaine Toutain

LE CÉRÈS
un combat
pour le socialisme

« Cet ouvrage précis et sérieux permet d'y voir plus clair sur ce groupe d'études formé en 1965 et qui est devenu 10 ans après une tendance importante du parti socialiste. »

LE NOUVEL OBSERVATEUR

CALMANN-LÉVY



Place de l'Horloge, à Avignon.

tude négative de l'Etat, il a décidé d'une gestion municipale qui « englobe aussi » la vie culturelle. Sans pour autant se restreindre à des manifestations de prestige : « Les quelques représentations des « Chorégies » d'Orange sont luxueuses, constate Duffaut. Mais est-ce là une action culturelle efficace et enrichissante ? » L'option de Duffaut, au contraire, a permis au travail culturel local de devenir permanent et aux équipes avignonnaises d'atteindre une dimension régionale voire nationale : les marionnettes d'Hubert Jappelle, le Chêne noir (Gélas) et la Nouvelle Compagnie des Carmes (Benedetto), troupes locales, sont maintenant connues comme partie intégrante du Jeune Théâtre français. Et l'Opéra d'Avignon est le cinquième du pays.

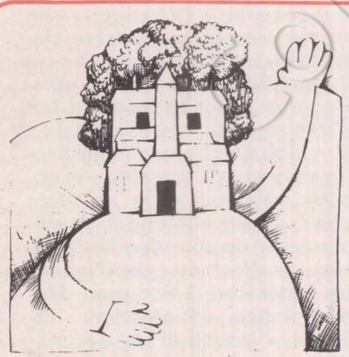
Il ne faudrait pas croire pour autant qu'Avignon est un monstre dont la tête (la vie artistique et intellectuelle) a été démesurément privilégiée au détriment du corps. Avignon est une ville parfaitement équilibrée où aucun secteur de la « qualité de la vie » n'a été oublié : n'y dénombre-t-on pas 28 000 sportifs inscrits dans 102 sociétés sportives (plus du quart de la population) ? N'y compte-t-on pas 5 piscines olympiques (dont 4 couvertes) et 14 gymnases ? Quoi qu'en disent les garçons de café, il fait bon vivre à Avignon, même en dehors du Festival.

Y a-t-il une recette ? Duffaut répond : « Nous avons fait sans l'Etat ; mais ce n'est pas une solution souhaitable. Il ne faudrait pas que cela devienne un modèle et un alibi de la politique actuelle. Il convient plutôt d'inviter à rêver à ce que nous aurions pu faire si l'Etat... »

Y a-t-il néanmoins une explication à cette réussite ? Duffaut le croit : « La vie culturelle doit se développer dans l'indépendance, avec ses progrès et ses conquêtes, mais aussi avec ses fautes et ses erreurs qui ont aussi leur rôle... Vilar avait compris qu'on devait aller vers la diversité des styles et des expressions. J'ai toujours respecté sa liberté de créateur et ses initiatives, quel qu'en soit le résultat. Je me suis toujours refusé à devenir l'impresario d'une entreprise de spectacles. Paul Puaux est parfaitement pénétré de l'esprit de Vilar. Nous continuons comme avant. Le fait qu'aucun contrat écrit ne nous lie, Paul Puaux et moi, dit assez combien notre confiance est réciproque. » Duffaut détient « la pompe à finances ». Paul Puaux, selon le mot de Duffaut, « détient la doctrine, celle de Vilar. » Aucun pouvoir ne contrecarre l'autre.

Il y a dans les victoires de la vie culturelle avignonnaise une leçon à prendre. Une leçon de démocratie, simplement : quand créateurs et élus coexistent pour le bien de tous. Ce que Duffaut résume fort bien quand il déclare : « Il est une science que tout homme politique devrait manier en face des gens de culture : l'art de ne pas empêcher . » Avignon est né et vit de ce refus de toute censure.

JEAN-PAUL LIEGEOIS



Festivals en juillet

*** Aix-en-Provence : Musique dans la rue.**

Des dizaines de concerts dans une quinzaine de lieux.

*** Saint-Germain - de - Calberte (Lozère) : 2e Festival-Rencontre de musique traditionnelle (5 et 6 juillet).**

La gigue revue par la « folk ». Des airs de cabrette, d'accordéon, de vielle et d'épinette rectifiés par des guitares moins traditionnelles... et plus électriques.

*** Divonne-les-Bains : 21e Festival international de musique de chambre.**

Mozart, Schubert, Beethoven, Satie, Sauguet, Auric, Milhaud, Poulenc, etc., en dix concerts.

*** Angers : Festival d'Anjou (jusqu'au 13 juillet).**

De la musique, de la danse, du théâtre et des concerts-promenades. Et trois ateliers : musical, chorégraphique et théâtral. Surtout une confrontation internationale de jeunes compagnies chorégraphiques.

*** Chateauvallon : Rencontres (à partir du 16 juillet).**

Le Théâtre national de Chaillot présente successivement : « Antoine et Cléopâtre » de Shakespeare, « Zarathoustra » de Nietzsche et « Jeune fille » de Jean-Pierre Bisson.

*** Toulon : 25e Festival de musique (jusqu'au 12 juillet).**

Douze manifestations présentées dans des lieux historiques. Des orchestres venus du monde entier. Du prestige certes, mais dont on ne peut nier la qualité.

*** Sarlat (Périgord) : 24e Festival des Jeux de Théâtre. (A partir du 2 juillet).**

Ouverture avec le mime Marcel Marceau. Des chorales, des récitals d'instrument, du théâtre (notamment l'ineffable « Arlésienne » de Daudet et Bizet).

*** Gourdon-en-Quercy : 4e Festival international de musique et 7e Festival du Quercy Blanc.**

Orgue et flûte, ensembles de cuivre, musique de chambre, folklore, danse, etc.

*** Avignon : 29e Festival (à partir du 12 juillet).**

« Coquin de coq » mis en scène par Guy Rétoré, « Othello » monté par Georges Wilson, « La pastorale de Fos » par Lo Teatre de la Carriera, « L'ombre » de Schwartz par le Théâtre de la Salamandre, « Quatorze juillet » de Ganzl, « Nuit de guerre dans le musée du Prado » d'Alberti par le Centre dramatique de La Courneuve, « Le jeu de Robin et Marion » mis en scène par Pierre Constant, « Phèdre » de Racine monté par Antoine Vitez, « M. le modéré » d'Adamov par les Spectacles de la Vallée du Rhône, l'étoile-chorégraphe Carolyn Carlson, les Ballets Félix Blaska, « Théâtre musical », les concerts, du jazz, du cinema, des animations de rue et de quartier, etc.

changer la vie culturelle

Chanson
DES MANTEAUX D'ARLEQUIN

Nous n'avons cessé de dénoncer dans ces colonnes la situation faite à la chanson depuis quelques années par les affairistes du show-business : hommes de l'industrie phonographique, mais aussi programmateurs des radios et télévisions. Des chiffres, rendus publics il y a quelques jours par le Syndicat français des artistes (S.f.a.), viennent de confirmer le bien-fondé de notre cri d'alarme. Qu'on en juge : en 1968 il y avait en France 1 904 artistes de variétés ; à la fin de 1974 on n'en comptait plus que 999. A qui la faute ? Aux « grosses » maisons de disques qui préfèrent fabriquer des « tubes » rentables

COMPAGNIE RENAUD BARRAULT

THEATRE D'ORSAY

jusqu'au 6 juillet

Carolyn Carlson

Groupe de Recherches Théâtrales de l'Opéra de Paris

démonstrations - improvisations

•

du 7 au 11 juillet 20 h 30

Fr. Béranger - Cuarteto Cedron
Paco Ibanez - Imago - Imanol
Marti - Georges Moustaki
Claude Nougaro - Pedro Soler
Alan Stivell - Jean-Louis Vincent

et

les amis d'Eva Forest

PETIT ORSAY

prolongation

jusqu'au 11 juillet 21 h

Le poisson d'or de Paradis

matinée dimanche 15 h

location 548.65.90 et agences



Julos Beaucarne.

plutôt qu'aider de jeunes chanteurs de talent. Le secrétariat d'Etat à la Culture porte aussi d'importantes responsabilités : jamais, en France, « le moindre centime de subvention n'a été consacré à la recherche et à la création dans le domaine de la chanson. » Quant aux radios et télévisions leur programmation n'a rien de démocratique ; citons, pour le montrer une nouvelle fois, les statistiques du S.f.a. : au cours des quatre premiers mois de 1975, ont été dénombrés 1 000 passages de chansons sur les trois chaînes de la télévision nationale ; ils ont permis à 356 chanteurs d'être vus et entendus au petit écran mais... 159 ne sont passés qu'une fois, 80 deux fois, 48 trois fois, 27 quatre fois, 8 six fois, 20 cinq fois, 3 de sept à seize fois.

Désirant attirer l'attention sur ces chanteurs « oubliés », l'Association des critiques de variétés en a fait, cette année, les lauréats de ses prix annuels. Une petite révolution ! Les « Manteaux d'Arlequin 1975 » ont été attribués à Julos Beaucarne (pour son spectacle), à Eddy Mitchell — le contraire d'un « oublié », celui-là, mais qui renouvelle incontestablement le rock — et Joan Pau Verdier (pour leurs disques) et à Sigma-Chanson (programmé et animé par Jean-Claude Rebissou, Guy Suire et Jacques Bertin) qui a présenté les spectacles de Bernard Lavilliers, de Jean Sommer, et le « Chant de femmes » de Catherine Ribeiro, Colette Magny et Toto Bissainthe. Une mention spéciale a été donnée « à la nouvelle chanson chilienne qui, malgré les difficultés de l'exil, est parvenue à s'exprimer. »

J.-P. L.

Télévision
SAINT JEAN GENET MARTYRISÉ

Suffit-il de cinquante minutes d'émission pour embrasser totalement l'œuvre poétique si dense de celui que Sartre appela « saint Jean Genet, poète et martyr » ? Genet est encore bien vivant et se désintéresse désormais totalement de la légende littéraire et biographique qu'on lui a construite à renfort d'études et de thèses. Genet ne renie pas son œuvre ; tout simplement il est déjà au-delà, loin devant, ailleurs : aujourd'hui, quand il prend sa plume, c'est pour soutenir les Noirs américains **(voir son entretien avec Angela Davis dans « l'Unité », nº 159),** les Palestiniens ou les révolutionnaires japonais. Alors, se plonger dans la poésie de Genet, c'est partir à la recherche d'un homme qui n'existe plus ! Belle gageure, entreprise par Hélène Martin et son « Plain-chant » (Antenne 2, lundi prochain à 21 h 30). C'est le cinéaste Guy Gilles qui a signé l'émission et tente de faire revivre le chant de Notre-Dame-des-Fleurs et de Mignon, le chant de ces mauvais garçons, de ces voyous, de ces homosexuels, de ces voleurs, de ces assassins qui furent les compagnons du condamné à mort nommé Jean Genet. Il a pris des textes dans le « Journal du voleur », dans « Notre Dame-des-Fleurs » et dans « Miracle de la rose ». Il a donné à Mignon le visage du comédien de ses principaux films, Patrick Jouane, et à Divine celui de Brigitte Ariel. En voix off, on entend Jeanne Moreau, on voit sa bouche. Voir l'émission constituera sans doute une approche intéressante de la technique cinématographique de Guy Gilles, mais la poésie de Genet restera à découvrir. Après tout, pour ce faire, il y a ses livres...

Cinéma
BIS REPETITA

Pour une fois que les distributeurs français ne choisissent pas la solution de facilité, cela vaut d'être signalé : comme il était impossible, techniquement, de reproduire dans toute leur beauté les couleurs de « Senso », c'est dans sa copie d'époque qu'est réédité cette semaine le chef-d'œuvre de Luchino Visconti, disparu des salles depuis très longtemps. Ce sera le clou de l'habituelle période estivale de grandes reprises, qui compte déjà plus d'un morceau de choix : un festival Jean Rouch, « Certains l'aiment chaud » de Billy Wilder, « Drôle de drame » de Marcel Carné, « Chérie, je me sens rajeunir » de Howard Hawks, « Les fraises sauvages » d'Ingmar Bergman — auquel est par ailleur consacré un festival — ou « Moulin Rouge » de John Huston, en attendant la réédition à la mi-juillet du « Spartacus » de Stanley Kubrick et d'un Buster Keaton à peu près inédit, « Sherlock Junior ».

IDENTITE A LA CARTE

Il n'y a pas que la nouvelle génération à redécouvrir Camus. Michelangelo Antonioni aussi. David Locke, le héros de « Profession : reporter », c'est, en bonne partie, « l'Etranger » — en même temps que le frère siamois du photographe d'un précédent Antonioni, « Blow up ». Reporter que son métier a fait s'interroger sur la vanité qu'il y a à vouloir être le médiateur professionnel de « la réalité » et encore plus y trouver sa vraie place, David cherche à se débarrasser de son identité frelatée... en dérobant celle d'un autre. Littérature ? Non pas : film d'un échec, « Profession : reporter » construit et déconstruit une pseudo-intrigue policière où les silences et les temps morts comptent plus que les mots et « l'action ». Tout cela culmine dans un avant-dernier plan de 7 minutes qui est un sommet de cet art de l'image et du son, autonome des autres, qui s'appelle le cinéma.

S. R.

LES RANÇONNEURS DE LA SANTE



II. Faire du neuf avec du vieux

« 52 % des médicaments utilisés dans le traitement des rhumatismes sont inefficaces. » C'est en présentant les résultats de trois ans de recherche menées par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) que le Pr Delbarre a fait, vendredi, cette révélation. Etonnante ? Même pas. Il suffit de savoir pourquoi de nouveaux médicaments sont mis sur le marché (1) pour comprendre que l'essentiel, pour les industriels de l'industrie pharmaceutique, n'est pas de guérir, mais de vendre.

Mais, pour vendre chaque jour davantage, il ne suffit pas d'espérer en une croissance spontanée de la consommation médicamenteuse. Cette croissance, il faut l'organiser. Pour présenter les nouveaux produits aux médecins, 8 000 visiteurs médicaux sillonnent la France. Leur rôle ? Persuader chaque praticien de la supériorité des produits qu'ils présentent. « En réalité, ils sont le seul moyen de recyclage de la majorité d'entre nous, reconnaît un médecin de province. A peine 15 % des médecins suivent les conférences de l'enseignement post-universitaire. La publicité par courrier prête à rire. Pourtant, les formules accrochent. La presse spécialisée est à peine feuilletée. Que reste-t-il, sinon le visiteur médical ? » Ce dernier est le lien privilégié — et pratiquement le seul — entre le médecin et la production pharmaceutique. Or 70 % des médicaments utilisés aujourd'hui n'existaient pas il y a 10 ans. Ou, plus exactement, n'existaient pas sous leur forme actuelle.

Alors, pour se tenir au courant, le médecin va souvent s'en remettre au « visiteur » qui n'a reçu aucune formation et dont le seul but est de faire vendre. « Moi, j'ai de la chance. Je suis pas mal, les toubibs m'écoutent. Et il faut croire qu'ils se souviennent de ce que je leur dis. Lorsque mon patron vérifie la vente des produits que je représente, mon secteur marche bien. Mais tous mes collègues n'ont pas cette chance. Alors, ils s'en vont... » Cette jeune visiteuse a gardé au fond de l'œil un éclair mi-cynique, mi-rieur. « Mais il y a des jours où je m'inquiète. Si les chercheurs ne sont pas plus sérieux... »

Les chercheurs sont sérieux. Seulement, ils ne cherchent pas librement. Ils cherchent — et trouvent — ce qu'on leur demande. La différence est de taille. L'effort financier consenti pour la recherche par l'industrie est pourtant important : 8 % du chiffre d'affaires de la profession est affecté aux laboratoires. Ce qui la place, en France, au troisième rang derrière l'industrie aérospatiale et l'électronique. Et cet effort ne se ralentit pas. Bien au contraire. Chaque année, ce pourcentage s'accroît. Bien, mais c'est quoi, « la recherche » ? Il est difficile de percer le mur du secret dont les grandes firmes — celles qui effectivement font de la recherche — s'entourent — « pour éviter l'espionnage industriel », dira le directeur d'un laboratoire. Toujours est-il que la part de la recherche fondamentale diminue lentement chaque année. La commission Velluz, créée en 1970 par le ministère de la Santé, notait : « Seules quelques firmes de classe internationale que la France compte semblent se livrer à la recherche fondamentale et encore estiment-elles ne pas pouvoir s'aventurer à dépenser plus de 20% de leur budget total de recherche en travaux fondamentaux. » Malgré les précautions de style, la commission semble avoir péché par optimisme. En 1970, la répartition entre les trois branches de la recherche (fondamentale, appliquée, de développement) était de 6,7 % pour la première, 57,4% pour la seconde et 35,9% pour la troisième. 6,7 % de 8 %, c'est déjà moins impressionnant. Mais il faut comprendre les industriels. La recherche fondamentale est aléatoire. Et la gloire ne peut pas remplacer les taux de profit. →



LES RANÇONNEURS DE LA SANTE

Or, si dans les registres de l'Organisation mondiale de la Santé (O.m.s.) 500 maladies — dont 150 courantes — sont inscrites, le nombre de médicaments pouvant les soigner n'est pas, contrairement à la logique, restreint. C'est pour cela que la part de la recherche appliquée et du développement est importante : à défaut de trouver un vrai remède, on modifie les anciens. Et le système fonctionne. Pas mal du tout. Il suffit de lire les résultats financiers des grandes firmes pour l'admettre.

Condamnés à innover

On comprend mieux à quel point l'innovation fait partie de la stratégie des firmes. Les prix n'intervenant pas dans la concurrence entre firmes, cette dernière s'exerce par l'intermédiaire des produits nouveaux. Aucun laboratoire, si célèbre soit-il, ne peut, sous peine de voir sa part du marché diminuer, se contenter d'exploiter ses spécialités anciennes. Fussent-elles des succès commerciaux. Et médicaux. Aussi dans les grandes firmes, on ne fait pas étalage des succès médicaux, mais du nombre « d'innovations » de l'année. Dans le rapport annuel de l'inspection générale des Affaires sociales de 1972, on peut lire : « Certains laboratoires se flattent de ce que la moitié de leur chiffre d'affaires serait réalisé avec des spécialités datant de moins de trois ans, voire moins de deux ans. Ce serait là un gage de vitalité... » Faut-il, après cela, rêver sur l'intérêt thérapeutique des produits nouveaux ? « On sait, note le responsable d'un laboratoire, que sur les 400 nouvelles spécialités lancées chaque année, quelques-unes à peine présentent une réelle innovation par rapport aux produits existants. »

On comprend mieux alors l'importance stratégique des commissions **(voir encadré)** relevant du ministère de la Santé pour les firmes. Puisque la concurrence joue sur l'innovation, il faut pour ces derniers « sauter la barrière » à tout prix. Même si le prix est élevé. Car, sans produits nouveaux, c'est le concurrent qui prendra la part du marché et fera les bénéfices. Or la pièce maîtresse pour obtenir un avis favorable des commissions, c'est le rapport des experts.

Le rapport qui arrive à la commission est établi par un spécialiste choisi et payé par les laboratoires. Et parfois payé cher. Une expertise clinique, par exemple « coûte » entre 10 000 et 20 000 F. Certains patrons, qui pourtant utilisent pour leurs expertises les malades, le personnel et le matériel d'un hôpital, gardent pour eux ces sommes. D'autres les partagent, d'autres encore reversent aux œuvres sociales de l'établissement l'argent reçu. Ce qui montre que si certains pratiquent des expertises pour mettre au point un remède, d'autres oublient l'aspect médical, pour n'y voir que l'aspect financier. Certes, ce n'est pas la règle, mais quelques exceptions suffisent... Bardé d'une bonne expertise, un médicament a donc toute chance de franchir la barrière et d'être mis en vente. L'idéal, pour cela, est d'avoir un expert

LES PROPOSITIONS SOCIALISTES

Dans le secteur pharmaceutique, il faut également en finir avec l'état de choses actuel. En effet, la production des spécialités pharmaceutiques est de plus en plus concentrée dans quelques très grandes entreprises qui dirigent, en fonction de leurs intérêts la recherche, les marchés et les prix. En fait, ces entreprises vivent aux dépens de la Sécurité sociale et elles connaissent une expansion extrêmement rapide et des bénéfices considérables. Bien entendu, elles cherchent surtout à fabriquer les produits qui permettent les plus grands profits : elles inondent le marché de spécialités dont l'efficacité thérapeutiques est souvent plus que douteuse ; elles relancent sans cesse la demande en présentant avec un grand tapage publicitaire, des produits prétendus nouveaux.

Pour mettre un terme à cette situation, le gouvernement socialiste constituera un secteur public de production à partir de certaines entreprises qui auront été nationalisées. Il sera d'une part chargé de la surveillance et de la coordination des secteurs de production public et privé et d'autre part regroupera toutes les activités de recherche éparses actuellement ; il planifiera toutes les études, recherches et mises au point de médicaments nouveaux, établissant les dossiers techniques, thérapeutiques, pharmacodynamiques nécessaires à toutes exploitations médicales, il proposera ensuite en sous-traitance, avec des cahiers des charges très précis, l'exploitation industrielle aux entreprises organisées selon les principes socialistes décidés par le gouvernement ; il assurera l'information objective des médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes, sages-femmes et auxiliaires médicaux et de toutes personnes intervenant dans la prescription, dispensation et bonne utilisation des médicaments.

Quant au secteur de la distribution des produits pharmaceutiques, les grossistes seront transformés en coopératives de distribution, à l'initiative et sous contrôle du ministre de la Santé.

Au niveau du commerce de détail, la liberté d'installation des pharmacies coopératives ou mutualistes sera instauré. L'association et la coopération entre pharmaciens seront encouragées.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur l'industrie pharmaceutique en France, présentée le 24 janvier 1975 par Jacques-Antoine Gau et les membres du groupe du Parti socialiste et des Radicaux de gauche et apparentés.

Les dépenses pharmaceutiques représentent environ 25 % du montant des prestations en nature versées aux assurés sociaux. Si l'on tient compte de la consommation « spontanée », sans prescription médicale, elles entrent pour 3 % dans les dépenses des ménages (les dépenses totales de santé se montant à environ 14 % de leur budget).

C'est dire que la collectivité ne peut rester indifférente aux conditions dans lesquelles les médicaments sont fabriqués, introduits sur le marché, tarifés, indépendamment même des problèmes qui se trouvent posés au niveau de leur distribution.

Or des accusations sont fréquemment portées à l'encontre des laboratoires de l'industrie pharmaceutique dont les pratiques paraissent être à l'origine d'une certaine surconsommation (publicité, conditionnement des produits, etc.) et d'une majoration abusive des prix, donc de charges accrues et excessives aussi bien pour les particuliers que pour les organismes de protection sociale.

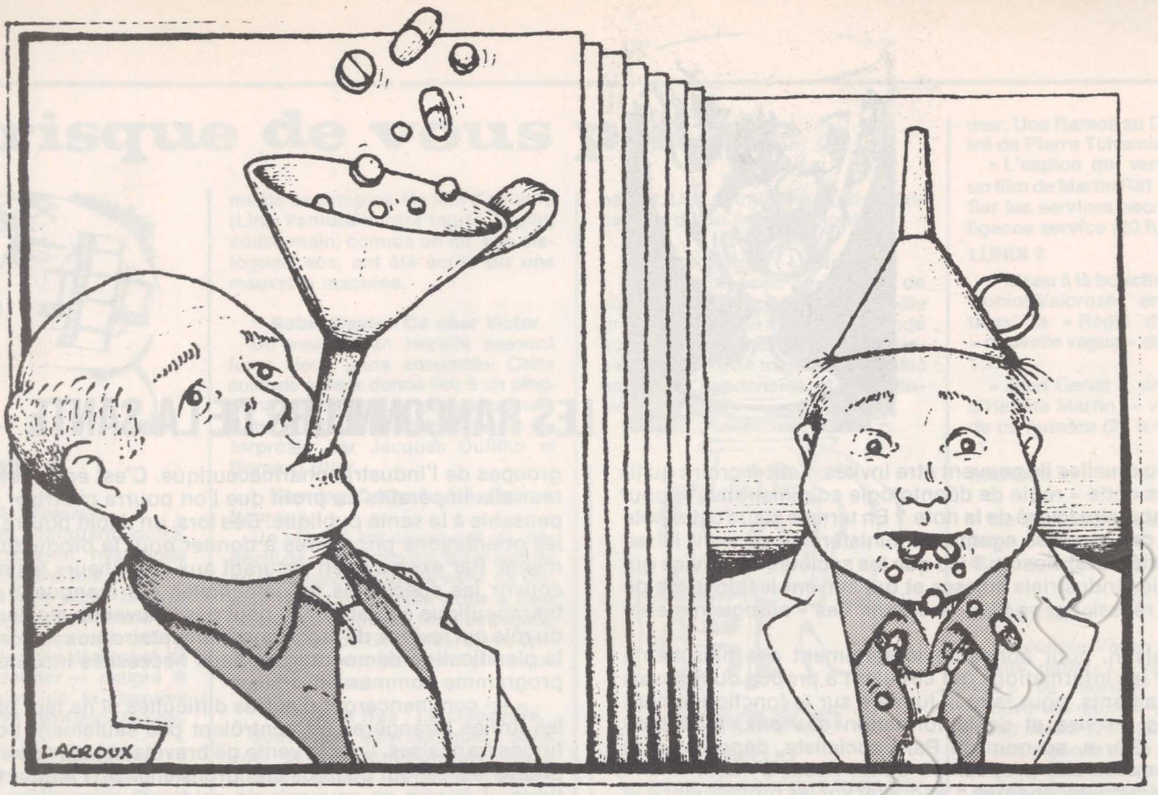
En effet, si la commission de contrôle des produits pharmaceutiques de la Sécurité sociale peut faire pression sur les prix des produits déjà en distribution, elle ne peut guère s'opposer à la mise sur le marché de prétendus nouveaux produits, vendus à un prix plus élevé et différant des produits qu'ils veulent remplacer par l'emballage et une légère modification de formule ou de dosage. De plus la présentation des médicaments en boîtes contenant de trop nombreuses unités aboutit à un gaspillage incontestable.

Par ailleurs, il semble que l'emprise croissante des firmes étrangères est un facteur d'aggravation de ces phénomènes en même temps qu'elle menace l'existence même d'une industrie pharmaceutique nationale. En 1970, 35 % du chiffre d'affaires de la branche (contre 15 % en 1959) était réalisé par des sociétés dont la moitié au moins du capital était détenu par des intérêts étrangers ; la moitié des vingt médicaments responsables des plus fortes dépenses pharmaceutiques dans les hôpitaux publics sont fabriqués par des laboratoires contrôlés par des sociétés étrangères.

Cette situation, mentionné et notamment dans un rapport récent — non public — du Haut Comité médical de la Sécurité sociale, justifie largement qu'une enquête aussi complète que possible soit entreprise par l'Assemblée nationale et tel est l'objet de la présente proposition de résolution présentée par le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche et apparentés.

PROPOSITION DE RESOLUTION.

Il est créé, conformément aux articles 140 et suivants du Règlement, une commission d'enquête parlementaire sur la recherche pharmaceutique et sur la production, la mise sur le marché, le coût et la fixation des prix et les modalités d'inscription, sur la liste des médicaments remboursables aux assurés sociaux, des produits pharmaceutiques en France.



membre de la commission des prix. Il aura établi un bon rapport pour la commission du visa, et saura être un avocat efficace dans sa commission.

Il y a deux mois, « Le Monde » publiait une lettre. Elle avait été envoyée par un petit groupe suisse à un fabricant français. Naïvement, les responsables suisses interrogeaient leurs homologues hexagonaux : « Une maison suisse nous a informés... qu'il existe en France une institution spécialisée semi-officielle pour les enregistrements (enregistrements garantis). Auriez-vous la gentillesse de nous faire parvenir votre commentaire à ce sujet ? » L'histoire ne dit pas quel fut le commentaire de la firme française. Mais personne — surtout pas les laboratoires — ne doutent que des institutions spécialisées puissent intervenir avec efficacité auprès des membres des commissions. On peut au moins s'interroger sur leur rôle. Leurs tarifs sont tels qu'il est exclu que ces sociétés ne soient d'aucune utilité pour leur client. Alors ? Justifient-elles leur rôle par quelques coups de fil donnés à des fonctionnaires ? C'est ce que le laboratoire suisse avait compris. C'est peu et beaucoup. Le temps étant un élément important dans la concurrence commerciale, faire accélérer la procédure est important. Certains laboratoires y auraient gagné une campagne... D'autres parlent d'espionnage industriel. Il n'y a pas de petits profits.

Simone Veil "doit faire quelque chose"

S'ajoutant aux attaques lancées contre le système médical actuel, à la philosophie anti-institutionnaliste d'Ivan Illich, au guide du Dr Pradal et aux remous au sein de l'Ordre des médecins, la publication d'une telle lettre a dû inciter le ministre de la Santé, Simone Veil, à « faire quelque chose ». C'est sans doute ainsi qu'il faut interpréter la mission confiée récemment à des inspecteurs généraux du ministère concernant les commissions du visa et du remboursement.

Simone Veil s'inspire-t-elle des conclusions de cette mission, ou puise-t-elle ailleurs — et où ? — la substance des réformes qu'elle compte entreprendre ? Toujours est-il que, depuis quelques semaines, elle a consacré plusieurs déclarations aux problèmes posés par les médicaments. Reconnaîtrait-elle que tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des mondes pharmaceutiques ? Jusqu'où veut-elle et peut-elle aller ?

Car la question est là. Le ministre de la Santé pourra-t-il faire autre chose que de prescrire, tout comme les médecins pressés, un tranquillisant ? Et, de fait, il semble que l'essentiel des projets de Simone Veil aient pour but de calmer les esprits. Tout d'abord, elle a confié à un conseiller de la Cour des comptes, Jean Guinard, le soin d'étudier le mode de fixation du prix des médicaments. On ne peut que souhaiter bon vent au groupe de travail qui ne manquera pas d'être constitué... Cette décision ministérielle, si elle ne règle rien, ne peut pas faire de mal. « Pas de contre-indication majeure », pourrait dire un expert. Et s'il y a des effets secondaires, ils pourraient même être positifs.

De même, la suppression de la publicité, envoyée directement aux médecins par voie postale, semble répondre à un souhait général. « Je reçois environ un demi-kilo de publicité par jour. Dire que je les lis est exagéré. Je les feuillette. » Et, en écho à cette remarque d'un médecin, les fabricants reconnaissent aujourd'hui l'inefficacité de la publicité postale. « Seulement, reconnaît le responsable du marketing d'un grand laboratoire, il est difficile de s'arrêter si les autres n'en font pas autant. »

Reste le projet de réforme des expertises. Sans abolir le principe du choix et de la rémunération des experts par les laboratoires — si la société actuelle est avancée, elle n'en est pas moins libérale — le ministre de la Santé veut se réserver la possibilité de nommer des contre-experts et même, dans certains cas, d'imposer un expert nommé par l'Etat. A croire qu'avant que la procédure laxiste de l'octroi du visa ne soit à l'origine de quelques « gros pépins », le responsable de la Santé ait décidé de prendre des précautions. On aimerait bien savoir si une telle supposition est totalement farfelue !

Vent de réforme

La note CAB /1 n° 465 du 10 avril 1975 que nous publions **(voir ci-dessous)** a été adressée par Simone Veil aux chefs de service du ministère de la Santé. Elle participe d'un vent de réforme, mais suscite quelques questions. Il y est rappelé aux fonctionnaires qu'ils ne peuvent se faire offrir repas ou voyage par le secteur privé à l'occasion des →

CAB/1 - n°465

MINISTERE DE LA SANTE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LE MINISTRE

PARIS, le 10 AVR. 1975 19

8, avenue de Ségur - 75700 PARIS
Tél. : 567.54.00

NOTE pour MM. les DIRECTEURS GÉNÉRAUX
DIRECTEURS et CHEFS de SERVICE

Les fonctionnaires et agents du Ministère sont parfois invités, à l'occasion de leurs fonctions, à des congrès, déplacements ou manifestations financés par des fédérations, organismes ou sociétés privées.

Il appartient aux responsables de chaque service d'apprécier l'utilité de la présence de leurs collaborateurs à ces manifestations, qui peuvent être dans certains cas une source d'information ou de contacts utiles pour le Ministère.

Il va de soi, toutefois, que ces déplacements devront faire l'objet d'un ordre de mission officiel et ne pourront en aucun cas être pris en charge financièrement par les organisateurs.

Je saisis cette occasion pour rappeler, d'une façon générale, l'obligation de réserve qui s'impose à tous fonctionnaires dans leurs rapports avec le secteur professionnel dont, au nom de l'Etat, ils assument la tutelle.

Je vous serais obligé de veiller personnellement au strict respect de ces règles de déontologie administrative.



LES RANÇONNEURS DE LA SANTE

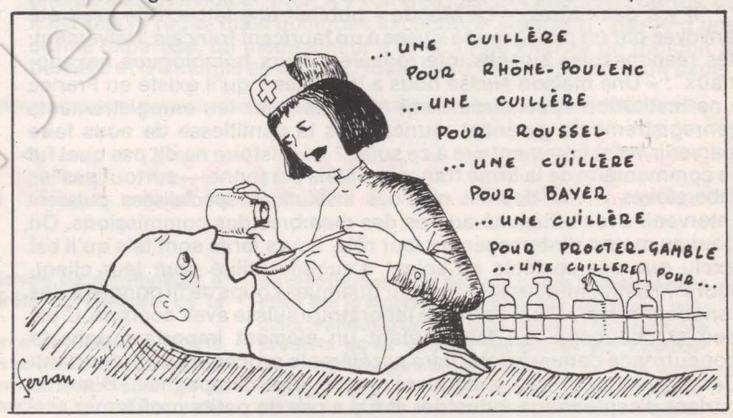
manifestations auxquelles ils peuvent être invités. Faut-il croire qu'ils ne respectent pas cette « règle de déontologie administrative », pour reprendre le vocabulaire feutré de la note ? En termes clairs cette note ne signifie-t-elle pas que des agents du ministère se seraient laissé influencer par certains fabricants ? Ou que les sociétés de service qui intriguaient tant les industriels suisses et qui suivent les dossiers de leurs clients, ont réussi, par ce biais, à obtenir des « enregistrements garantis » ?

Pour cette raison, pour connaître le sentiment des plus hauts responsables sur les informations qui circulent à propos du mauvais usage des médicaments, pour faire la lumière sur le fonctionnement des commissions du visa et de la formation des prix, le député Jacques-Antoine Gau a, au nom du Parti socialiste, déposé sur le bureau de l'Assemblée une proposition de loi visant à nommer une commission parlementaire chargée d'enquêter sur les problèmes de la production et de la vente des médicaments **(voir encadré « les propositions socialistes »).** Le Syndicat de l'industrie pharmaceutique a fait savoir qu'il n'avait rien à cacher. Les députés de la majorité ont eu une attitude différente. Ils ont refusé la nomination d'une commission d'enquête, avec un motif d'une élégance rare : il y a déjà trop de commissions pour s'embarrasser d'une supplémentaire. Mais, pour soulager leur conscience, ils ont tout de même désigné un groupe de travail au sein de la commission des Affaires sociales. De quoi avait-on peur ? Outre la possibilité que quelques scandales soient mis à jour, on était, semble-t-il, inquiet qu'à cette occasion on puisse mettre en évidence l'actualité des propositions socialistes et de celles du programme commun.

Car les quelques mesures annoncées par Simone Veil paraissent dérisoires face aux réformes de structures qui s'imposent. En effet, dans la situation actuelle, ce ne sont pas des « remèdes » supplémentaires qui pourront guérir les Français malades de leurs médicaments. Il faut une intervention.

Et la seule possible passe par la nationalisation des principaux groupes de l'industrie pharmaceutique. C'est en soustrayant ce secteur aux impératifs du profit que l'on pourra maîtriser un outil indispensable à la santé publique. Dès lors, un débat pourra s'engager sur les orientations prioritaires à donner pour la production de médicaments. Par exemple, en assurant aux chercheurs les moyens de découvrir les spécialités fondamentales qui manquent dans l'arsenal thérapeutique actuel. On ne peut pas trouver de meilleure illustration du rôle qui revient, de façon complémentaire, aux nationalisations et à la planification démocratique, deux nécessités inscrites au cœur du programme commun.

« Ici commenceront d'autres difficultés. Il ne faut pas oublier que les firmes étrangères ne contrôlent pas seulement bon nombre de firmes françaises. Il y a la vente de brevets et la livraison des matières premières. Le jour où nous prendrons en main l'industrie pharmaceutique, il faudra se souvenir de cela. » Ce travailleur de l'industrie pharmaceutique sait de quoi il parle. Sur les 10 premiers groupes opérant en France, 5 sont des groupes étrangers ou contrôlés par des intérêts étrangers. En 1970, la commission Boutet estimait que 20 %



de la production nationale dépendait de concessions de licences. Au total, plus de la moitié de la production dépendait, en tout ou en partie, de l'étranger. La France en effet ne vient qu'en 4e position pour la part prise dans l'innovation pharmaceutique mondiale, avec 8 %, alors que les Etats-Unis « font » 48,6 % de cette innovation. De la même manière, alors qu'entre 1950 et 1967 les U.s.a. mettaient au point 67 médicaments importants, la France se « contentait » de 11. C'est pourquoi la nationalisation devra être suivie de mesures d'accompagnement **(voir encadré).**

La création d'un Office public d'information et de contrôle devrait remplir plusieurs fonctions actuellement mal — ou pas — assurées. A l'usage des médecins, cet Office éditerait une version corrigée du « Vidal », et organiserait la diffusion périodique d'informations sélectionnées sur l'usage des médicaments (contre-indications, résultats d'expertises concernant les produits nouveaux, actualisation des connaissances sur les produits connus). A l'usage du grand public, on peut envisager de lui faire prendre en charge l'héritage du Dr. Pradal. Enfin, l'Office jouerait un rôle permanent de contrôle des médicaments, anciens et nouveaux et deviendrait l'interlocuteur indispensable des milieux de la recherche. Quant à l'administration, il lui faudrait prendre quelques fortifiants dont deux paraissent spécialement indiqués : l'informatique et la volonté politique. Les ressources inépuisables des sociétés multinationales en matière de détournement de législation, devraient inciter les services des douanes, de la pharmacie et de l'industrie à cesser de « bricoler ». Surveiller les transferts de bénéfices et les « jeux » possibles sur le prix des matières premières passe par des décisions simples, mais jusqu'ici refusées : que les différents services puissent travailler de concert. Qu'ils en aient les moyens humains et techniques. Ce n'est qu'après cela que les autres problèmes que posent les médicaments et la santé pourront être abordés. Mais, ce jour-là, ils pourront l'être vraiment.

JEAN CAMOU

(1) Voir le n° 163 de « l'Unité ».

Les cachets de l'Etat

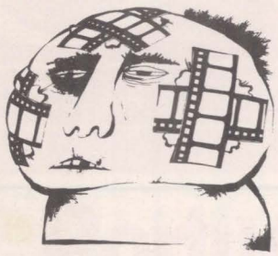
Dans l'histoire d'un médicament, l'administration intervient à deux reprises :

▶ Tout d'abord pour obtenir une autorisation de mise sur le marché (A.m.m.). Cette autorisation, souvent appelée « visa » suivant le terme de l'ancienne réglementation, est donnée par le ministre de la Santé après avis d'une commission composée de fonctionnaires. Ceux-ci doivent apprécier l'innocuité du produit, son intérêt thérapeutique et le procédé de fabrication. Au dossier figurent trois expertises : analytique (description et composition du produit), toxico-pharmacologique (effets), clinique (résultats de l'expérimentation sur l'homme).

Si les experts doivent être agréés par le ministre de la Santé — 1 200 le sont — ils sont choisis et payés par le fabricant. On le voit, le choix est large. Le « visa » n'est donc pas un label de qualité, mais, plus simplement l'équivalent d'un « bon pour le service ». Et en matière de médicament, on réforme peu.

▶ Une fois l'autorisation de mise sur le marché, un médicament peut être vendu. Seulement, son avenir commercial, surtout si son prix de vente est assez élevé, dépend de son inscription sur la liste des médicaments remboursables aux assurés sociaux. Là encore c'est le ministre qui décide sur proposition d'une commission. Cette dernière baptisée Coudurier, du nom de son président, comprend 6 fonctionnaires (Finances, Industrie, Santé), 6 représentants de la Sécurité sociale, 2 représentants du Syndicat de l'industrie pharmaceutique, 2 de l'Ordre des pharmaciens, 2 de l'Ordre des médecins, 4 personnalités nommées par le ministère de la Santé et la Sécurité sociale. Cette commission propose — ou refuse — l'inscription, fixe le prix de vente et le taux de remboursement. Un arrêté fixe la méthode à suivre pour déterminer ce prix. Mais le principe de base, le produit examiné doit apporter une amélioration thérapeutique ou une économie dans le coût du traitement, semble difficile à faire respecter. Malgré la proportion non négligeable de refus ou de baisses des prix décidées par cette commission, celle-ci ne parvient pas — c'est le moins que l'on puisse dire — à enrayer la hausse des prix.

Au risque de vous plaire



Cinéma

*** Ken Russell : Tommy.**
C'est énorme, tonitruant, outré, « sans goût », agressif, hystérique même... Mais pour une fois, et mieux en tout cas qu'avec ses « biographies » trafiquées, ce scénario infantile et mélo d'opéra-rock colle à merveille avec le style démesuré de Russell. Pour donner — malgré le net fléchissement de la dernière partie — une bien belle apocalypse.

*** Gérard Pirès : L'agression.**
Le cheminement de la violence, ou : comment naît la haine envers les jeunes, pour peu qu'ils aient moto et cheveux longs. Un film qui trouble un peu et désoriente beaucoup — au point que la critique l'a massacré. Une injustice à réparer.

*** Marguerite Duras : India Song.**
Calcutta dans les années trente ; une réception huppée à l'ambassade ; un salon bourgeois où des personnages se frôlent entre miroir et piano pendant que s'élèvent des voix incantatoires. Un film austère et magique, dans le ton de « L'année dernière à Marienbad ». Marguerite Duras explore l'indicible.

*** Pierre Granier-Deferre : La cage.**
Une femme séquestre dans une cage l'homme qui l'avait quittée dix ans plus tôt. Face-à-face et règlements de comptes. Un film d'acteurs (Lino Ventura contre Ingrid Thulin) cousu main, comme on dit. Les dialogues, eux, ont été écrits sur une mauvaise machine.

*** Robin Davis : Ce cher Victor.**
Un veuf et un retraité passent leurs vieux jours ensemble. Cette solitude à deux donne lieu à un ping-pong de hargne et de sarcasmes. Cette bouffonnerie jubilante est interprétée par Jacques Dufilho et Bernard Blier.

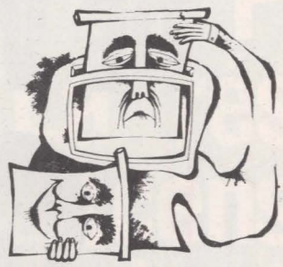
*** Henning Carlsen : Un divorce heureux.**
Un suicidé est sauvé par un médecin de campagne qui fait le pari de lui redonner le goût de vivre. Le Danois Henning Carlsen nous a déjà prouvé qu'il pouvait faire beaucoup mieux que ce film chabrolien, tendre et grinçant parfois. Epoustouflant Rochefort.

*** Wojciech Has : La clepsydre.**
Souvenirs labyrinthiques dans une petite communauté juive d'avant guerre, d'après l'œuvre de l'écrivain Bruno Schulz. Seul, le cinéma polonais sait nous emmener dans ces rêves fantastiques et ces toiles d'araignées.

*** Michel Brault : Les ordres.**
Au Canada, en octobre 1970, 450 citoyens innocents ont été arrêtés par les autorités fédérales après l'enlèvement de deux personnalités politiques par le Front de libération du Québec. La reconstitution de cette répression est un témoignage pathétique contre le totalitarisme.

*** Martin Scorcese : Alice n'est plus ici.**
Une jeune veuve soudain livrée à elle-même décide de vivre son rêve impossible de chanteuse. Errance de ville en ville, de tripot en tripot, avec son jeune fils, affreux jojo exubérant. Une peinture du Sud américain, et d'une femme volontaire.

*** Marco Ferreri : Le harem.**
Une femme prise aux pièges de son harem masculin. Une comédie grinçante tournée avant « La grande bouffe », qui annonçait déjà le pessimisme de cette tragédie sans pitié pour nos hypocrisies et nos illusions.



Télévision

VENDREDI 4 JUILLET

Le retour d'une série parfois très remarquable dans son style baroque : « Les mystères de l'Ouest » (15 h 30, A 2).

Tribune libre : la C.f.d.t. (19 h 40, F.r. 3).

Le bureaucratisme peut-il être comique ? « Je veux voir Mioussov », de Kataiev, mis en scène par Jacques Fabbri (20 h 30, T.f. 1).

Le prix Nobel Heinrich Böll, l'un des plus lucides écrivains européens (12 h 25, F.r. 3).

« La radio-télévision et le Pouvoir » : un numéro spécial d'Apostrophes avec Edmonde Charles-Roux, Maurice Siégel, Jacques Sallebert, Pierre Salinger et Jean Rocchi, auteur de « La télévison malade du Pouvoir » (21 h 45, A 2).

DIMANCHE 6

Jean Thévenot, Coluche, Glenmor, Una Ramos au Dimanche illustré de Pierre Tchernia (15 h 15, A 2).

« L'espion qui venait du froid », un film de Martin Ritt : pour démystifier les services secrets et l'Inintelligence service (20 h 35, T.f. 1).

LUNDI 7

« L'eau à la bouche », de Jacques Doniol-Valcroze : en moins ambitieux, la « Règle du jeu » de la « nouvelle vague » de 1959 (20 h 30, T.f. 1).

« Jean Genet », un essai télévisé d'Hélène Martin — voir en page 18 de ce numéro (21 h 40, A 2).

MARDI 8

Le 1er épisode d'un nouveau feuilleton, « Crise », sur les problèmes du couple (19 h 45, A 2).

MERCREDI 9

Le couple Vivien Leigh - Robert Taylor dans « La valse dans l'ombre » de Merwyn Le Roy : une « Love-war story » qui a dû beaucoup vieillir (20 h 30, F.r. 3).

Les exploits de la (basse) police : « Une ténébreuse affaire », de Balzac, adapté par Jean-Louis Roncoroni (20 h 35, T.f. 1)

L'événement de la semaine : « Un convoi de la mort - ou à propos du totalitarisme », de Claude Otzenberger — pour éviter les fascismes de demain ; avec Robert Badinter, Henri Alleg, David Rousset, Albert Memmi, des travailleurs immigrés, etc. (22 h 05, T.f. 1).

JEUDI 10

« Au revoir Charlie » : pas le chef-d'œuvre de Minelli, il s'en faut, mais quand même un film très réjouissant (20 h 30, F.r. 3).

Mouloudji, le violoniste Ivry Gitlis, le guitariste Paco Ibanez, etc. au Grand Echiquier (20 h 35, A 2).

« Soldat, soldaten, soldier » : le service militaire allemand, hollandais et anglais (22 h, T.f. 1).

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE

41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1) .....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*70 F* ☐
normal d'un an à	*120 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source ☐

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

L'unité

Rédaction : 12 Cité Malesherbes (Paris 9e) - Tél. 878.40.73
Administration : 41 bd de Magenta (Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Michèle Backmann, Josette Barbieri, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Maurice Fabien, Yann Fitt, Georges Frameries, Claude Fuzier, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Jean-Loup Revérier, Jean-Claude Rieu, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DOCUMENTATION
Véronique Neiertz

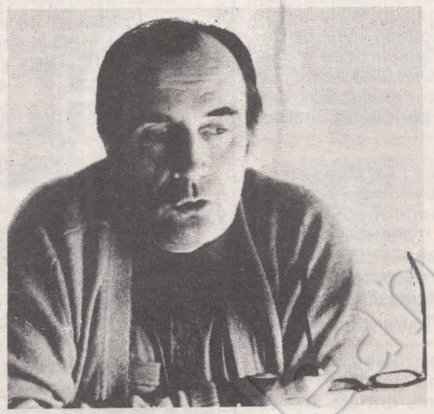
DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE.

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Régie Publicitaire, 2, rue du Cygne, Paris-1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris-9e. Tél. 523.10.35 ((Jean-Pierre Lemaire)
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet-Photocomposition - 75009 PARIS
Imprimerie F.T.C. 76 - Yvetot.

MA PART DE VERITE



PAR FRANÇOIS MITTERRAND

Mardi 1er juillet

L'autre jeudi, j'ai relevé dans « Le Monde » ce titre savoureux, sur une colonne de première page : « Après les assises de l'U.d.r., le chef de l'Etat rappelle qu'il est le patron de la majorité ». A croire qu'on l'avait oublié. Le porte-parole du gouvernement avait en effet pieusement recueilli le miel du Conseil des ministres et transmis aussitôt à la postérité l'une de ces sentences dont le président de la République est friand et qui constituent bout à bout le dictionnaire philosophique de l'actuel septennat. M. Giscard d'Estaing, qui appartient à cette école où l'on pense que le verbe résoud l'action puisqu'il est l'action même, tourne et tourne l'argile des mots pour que naisse une forme, sans remarquer, semble-t-il, que cette glaise-là s'effrite au premier courant d'air. Jusqu'ici, je dois le dire, il en tire avantage. Son intervention d'hier à la télévision me confirme dans cette opinion. D'autant plus qu'aux mots s'associait l'image et que le technocrate s'inspirait du gourou. La Marquise de Créquy note dans ses « Souvenirs » qu'« au milieu des discussions interminables, M. Necker avait la sagesse et la dignité de n'intervenir jamais autrement que par un sourire important ou par quelque mot oraculeux ». Je ne sais si M. Giscard d'Estaing offrira à l'Histoire meilleure figure que Necker (dont le nom vient sous ma plume au hasard d'une citation ; j'aurais plutôt choisi Calonne), mais on voit que la méthode ne date pas d'aujourd'hui.

Bref, le chef de l'Etat a tranché : en France, il n'y a qu'un patron et ce patron, c'est lui. Dommage qu'au même moment l'un des secrétaires généraux adjoints de M. Chirac, Yves Guéna, ait insisté si lourdement à l'antenne de F.r. 3 sur le soulagement de l'U.d.r., enfin délivrée de ses angoisses (notamment sur le mode de scrutin dont dépend le sort du combat féroce que se livrent encore en sourdine les partis de la majorité) et soit allé jusqu'à la réprimande en précisant que « ces clins d'œil dérisoires à M. X ou à M. Y pour les faire entrer dans la majorité, dans le gouvernement, nous, U.d.r., nous ne comprenons pas cela, nous ne l'approuvons pas ».

Il faut une belle dose d'optimisme, d'innocence ou de mépris des autres à M. Poniatowski pour supposer que l'U.d.r. se serait giscardisée. En réalité, face aux contradictions de sa majorité, M. Giscard d'Estaing est moins en mesure d'arbitrer que de subir. Et moins encore d'ordonner.

On m'a vivement repris lorsque j'ai annoncé que la Ve République avait changé de nature institutionnelle avec l'avènement d'un pouvoir à deux têtes. L'avenir prouvera qu'un président de la République dont la majorité obéit à un autre, Premier ministre ou pas, n'est pas le véritable successeur du général de Gaulle. Je n'écris pas cela pour m'en plaindre.

Poser une question qui ne se pose pas est la plus sûre façon de prouver qu'elle se pose. C'est ainsi que je comprends le rappel à l'ordre de M. Giscard d'Estaing.

Mercredi 2 juillet

Je ne jurerai pas que le rapport annuel de la Cour des comptes soit autre chose qu'un exercice pratique de psychanalyse collective. L'aveu libère. Reconnue, la faute se fait désirable. Il ne reste plus qu'à la recommencer. M. Giscard d'Estaing a créé l'an dernier un comité chargé de vérifier si l'administration corrigeait les erreurs relevées par la Cour. De ce comité, pas de nouvelles. Je suppose qu'après avoir rempli sa mission première qui était de recruter du personnel, il s'est empressé de remplir sa deuxième mission qui était de dormir, le nez dans la poussière. Le rapport de la Cour des comptes nous parlera peut-être de lui la prochaine fois.

J'aimerais apprendre, en particulier, ce qu'il adviendra des avances budgétaires sans intérêts consenties à la firme Dassault pour financer l'étude de l'avion Mercure. Cinq cent trois millions, plus de cinquante milliards d'anciens francs, ont été versés à la date du 30 décembre 1974. Pour le lancement de la fabrication en série, la même société a perçu de surcroît trois cent trente cinq millions. Soit 838 millions au total.

De quoi s'inquiéter. Car ces sommes ne sont remboursables à l'Etat qu'à partir du quarantième avion vendu, alors que la seule commande que je connaisse à l'heure présente porte sur les dix Mercure dont l'acquisition a été imposée à Air-Inter par le gouvernement, en échange d'une subvention supplémentaire de cent soixante dix millions de francs accordée à la compagnie pour lui permettre d'utiliser cet appareil coûteux. Un journaliste du « Quotidien de Paris » observe avec malice, à ce propos, que le jour où paraissait le rapport de la Cour des comptes la société Dassault publiait son bilan pour 1974. Eh bien ! le Mercure n'est pas une mauvaise affaire pour tout le monde. Les actionnaires se partageront du bel argent : 85,704 millions de francs de bénéfices nets leur seront distribués, soit une hausse de 44% sur le profit de l'an dernier.

Je m'intéressais à ces chiffres quand m'est parvenue cette récente déclaration devant le Sénat de M. d'Ornano, ministre de l'Industrie : « La démarche entreprise par la gauche visant à nationaliser la C.i.i. et Honeywell-Bull est une absurdité économique ». Le bon homme ! Contribuables, mes amis, embrassons-le. Mais j'avais aussi dans mes dossiers le détail et l'addition des sommes affectées par M. Giscard d'Estaing, ministre ou président, à notre pauvre informatique. Les voici : deux milliards de francs en huit ans pour la défunte C.i.i. Deux cent cinquante millions de francs pour l'achat des 19% d'actions de la nouvelle société Honeywell-C.i.i. Un milliard deux cents millions sous forme d'aide directe de l'Etat et trois milliards deux cents millions sous forme de garanties de commandes à ladite société. Cent quarante millions d'aide à Thomson pour la gestion des dépouilles qui lui ont été concédées. Enfin, un milliard de francs ont été réservés en vue des dommages-intérêts que réclament nos partenaires européens d'Unidata (Siemens et Philips), abandonnés en cours de route pour les beaux yeux du prétendant d'outre-Atlantique. Sept milliards sept cent quatre vingt dix millions ! Et tout cela pour l'appropriation par des intérêts privés français (C.g.e.) et américains (Honeywell-Bull) de 81% des parts au sein d'une société qui n'est elle-même que la filiale de la filiale d'Honeywell, puissant groupe américain.

A chacun ses chiffres. On voit en tout cas que « l'absurdité économique » n'est pas forcément celle que croit dénoncer M. d'Ornano.